

# **Étude des crédits 2019-2020**

## **Renseignements particuliers**

**3<sup>e</sup> groupe d'opposition**

# **Retraite Québec**

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA TROISIÈME OPPOSITION

#### Table des matières

#	QUESTIONS
1.	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des cinq dernières années, en indiquant : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents c. le délai de traitement
2.	Nombre de jugements de divorce et de séparation, en fonction du partage ou de la renonciation, traités pour chacune des cinq dernières années. Indiquer : a. le nombre et le pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés c. le délai de traitement
3.	Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité, par catégorie d'âge
4.	Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité touchés par la pénalité imposée à l'atteinte de l'âge de 65 ans
5.	Nombre et liste de tous les régimes administrés par Retraite Québec
6.	Nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes administrés par Retraite Québec et évolution pour les cinq dernières années
7.	Taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes administrés par Retraite Québec et évolution pour les cinq dernières années
8.	Nombre de régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administrés par Retraite Québec
9.	Liste des régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administrés par Retraite Québec incluant : a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années
10.	Nombre de régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur
11.	Liste des régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur incluant : a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années
12.	Nombre et types de régimes de retraite administrés par Retraite Québec entre 2012-2013 et 2018-2019. Pour chaque type, indiquer lesquels sont : a. à prestations déterminées b. à cotisations déterminées c. interentreprises
13.	Parmi les régimes complémentaires de retraite, combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
14.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite
15.	Parmi les régimes complémentaires de retraite, combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
16.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime

#	QUESTIONS
17.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur municipal</u> , combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
18.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite
19.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur municipal</u> , combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
20.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime
21.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur universitaire</u> , combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
22.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite
23.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur universitaire</u> , combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
24.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime
25.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur privé</u> , combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020
26.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite
27.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur privé</u> , combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2012-2013 et 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
28.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime de retraite
29.	Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis l'adoption de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>
30.	Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>
31.	Coût reliés à la mise en vigueur de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>
32.	Heures supplémentaires reliées à la mise en vigueur de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>
33.	Depuis décembre 2014, par année, le nombre de dossiers et de demandes liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>
34.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre et une liste des régimes s'étant prévalu d'un report de négociations prévu à l'article 26
35.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre et une liste des modifications au régime transmises à Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec)
36.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , une liste des demandes d'arbitrage
37.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , une liste des régimes en défaut de production du rapport visé au deuxième alinéa de l'article 4, à l'article 16 ou à l'article 26
38.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec

#	QUESTIONS
39.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants actifs. Fournir une ventilation par municipalité et par régime.
40.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre de régimes ayant fait une demande afin que les déficits soient répartis entre les catégories définies dans ce régime de la manière déjà convenue entre les participants actifs et l'organisme
41.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis le 7 avril 2014 en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite administrés par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec), notamment en ce qui concerne le partage des coûts et l'augmentation de l'âge de départ à la retraite
42.	Bilan des actions entreprises par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) depuis l'adoption de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>
43.	Publications, documents et avis produits par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) en relation avec l'adoption de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i>
44.	Coûts reliés à la mise en vigueur de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i>
45.	Nombre de dossiers et de demandes liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i>
46.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , le nombre de modifications au régime transmises à Retraite Québec
47.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , le nombre et une liste des demandes d'arbitrage
48.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , le nombre et une liste des régimes en défaut de production du rapport actuariel
49.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec
50.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants actifs. Fournir une ventilation par régime.
51.	Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis le dépôt de la <i>Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives</i>
52.	Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec le dépôt de la <i>Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives</i>
53.	Coûts reliés et heures supplémentaires effectuées pour la préparation de la <i>Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives</i>

54.	Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années : a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers b. délai c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs d. montant moyen du remboursement demandé e. montant total lié aux demandes de remboursement f. nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement
55.	Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor en 2017-2018 et en 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
56.	Liste des bureaux régionaux et l'effectif rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 5 ans et fournir les prévisions pour 2019-2020.
57.	Depuis 5 ans, par année financière, indiquer le nombre d'employés, par catégorie d'emploi, par région
58.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 5 ans par ou pour Retraite Québec concernant les régimes de prestations cibles
59.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 5 ans par ou pour Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) concernant ses activités de surveillance des régimes complémentaires de retraite
60.	Indiquer les sommes dépensées depuis 5 ans, par année financière, par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels et de projet lié (interne, externe ou du CSPQ).
61.	État de situation concernant le dépôt du règlement d'application de <i>la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi</i>
62.	Pour les demandes de retraite par Internet et le programme SimulRetraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour leur obtention
63.	Pour le service clicSÉCUR, indiquer, par mois, le nombre de demandes d'authentification
64.	Bilan des actions réalisées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec et à la préparation d'un projet de loi. Échéancier, nombre et date de rencontres, personnes consultées, documents et études produits, etc.
65.	Sommes dépensées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec
66.	Ventilation complète des renseignements fournis par la Caisse de dépôt et placement du Québec concernant le Régime de rentes du Québec, incluant les rendements, les proportions investies dans chaque catégorie d'actif financier et les changements à la politique de placement pour 2018 et 2019
67.	Nombre de demandes traitées pour chacune des cinq dernières années concernant le Crédit remboursable pour le Soutien aux enfants. Indiquer : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents c. le délai
68.	Rendement du fonds du Régime de rentes du Québec depuis les dix dernières années
69.	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CARRA avec la Régie des rentes
70.	Coûts associés à la fusion de la CARRA et de la Régie des rentes
71.	Impact de la mise en place de Retraite Québec sur le niveau d'effectifs ministériels, exprimé en ETC, en nombre d'employés, ventilé par type d'emploi
72.	Préciser l'impact de la mise en place de Retraite Québec sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, départs à la retraite, fins de postes, mises en disponibilité, nominations
73.	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place de Retraite Québec
74.	Ventilation du budget de fonctionnement de Retraite Québec
75.	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par Retraite Québec

76.	Ventilation des économies réalisées depuis la mise en place de Retraite Québec
77.	Ventilation, par année et par catégorie de dépenses, des frais d'administration concernant les dépenses de fonctionnement de Retraite Québec, de la Régie des rentes et de la CARRA depuis 3 ans
78.	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, le nom des membres, le budget et les résultats.
79.	Liste des employés et des membres des conseils d'administration relevant de Retraite Québec, en indiquant leur poste et leur rémunération
80.	Liste des personnes, et copie de leur <i>curriculum vitae</i> , qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : a. le nom b. le titre c. la date de début et de fin de leur mandat d. la rémunération e. les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation
81.	Coûts associés à la mise en place de Retraite Québec, notamment : a. la formation b. la publicité c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement e. les baux résiliés et locaux vacants f. achat de matériel g. tout autre coût de transition
82.	Concernant le bureau de la présidence : a. nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre c. frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation d. liste des participations à des colloques, à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents
83.	Depuis dix ans, présenter l'évolution annuelle du nombre de plaintes concernant les régimes de retraite du secteur public (anciennement administrés par la CARRA), et spécifier leur cause principale
84.	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années, par mois, en indiquant : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents et le montant total alloué au paiement de ces heures supplémentaires c. le délai
85.	Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par catégories d'emplois et par ministère
86.	Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par catégories d'emplois et par réseau
87.	Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par régime
88.	Liste de tous les régimes publics administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA). Inclure : a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes présenter l'évolution pour les cinq dernières années b. l'actif constitué, les obligations actuarielles, le surplus ou déficit, et le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes présenter l'évolution pour les cinq dernières années. Distinguer la capitalisation de la partie financée par les employés de celle l'étant par l'employeur
89.	Parmi les régimes de retraite publics administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA), combien sont en déficit à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions pour 2019-2020
90.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite
91.	Parmi les régimes de retraite publics administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA), combien ont des surplus à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions pour 2019-2020

92.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime
93.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite publics, notamment sur le plan du partage des coûts et de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite. Coûts de ces travaux, études et analyses.
94.	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la publication d'un plan stratégique. Fournir la liste et les dates des rencontres tenues. Coûts pour ces travaux, études et analyses.
95.	Échéancier pour la présentation d'un plan stratégique
96.	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique
97.	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.
98.	Nombre de saisies et de réductions de rente effectuées par Retraite Québec (anciennement la CARRA) depuis dix ans
99.	Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis dix ans. Indiquer : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers b. le délai c. le nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs d. le montant moyen du remboursement demandé e. le montant total lié aux demandes de remboursement f. le nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement
100.	Liste des projets informatiques depuis dix ans : a. présenter l'évolution des coûts pour chacun des dossiers b. indiquer le nombre de consultants externes et les coûts associés c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et fournir les prévisions pour 2019-2020), pour l'informatique et les technologies de l'information d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ)
101.	Depuis dix ans, par année financière, le nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Fournir : a. la nature ou l'objet du contrat b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre) c. copie du contrat d. copie du résultat e. le coût du contrat
102.	En ce qui concerne la détection des erreurs administratives à Retraite Québec, l'organisme reconnaît la date du 3 novembre 2015, date de dépôt du projet de loi 73, comme étant valide pour appliquer le règlement relativement à la détection des erreurs « identifiées ou reçues ». R-10, r. 2 – ( <i>Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics</i> ) : a. indiquer le nombre de cas <u>identifiés</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015, et le montant demandé relativement à ces erreurs, b. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc. c. indiquer le nombre de cas <u>identifiés</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre 2015 et le montant demandé relativement à ces erreurs d. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc. e. indiquer le nombre de cas <u>reçus</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015 et le montant demandé relativement à ces erreurs f. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc. g. indiquer le nombre de cas <u>reçus</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre 2015 et le montant demandé relativement à ces erreurs h. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.

103.	État de situation quant à la mesure « supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels », incluant les éléments suivants : a. nombre d'enfants admis b. nombre d'enfants refusés c. total des sommes versées
------	---



**TITRE 1 :        Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des cinq dernières années, en indiquant :**

**a. le nombre et pourcentage d’agents qui traitent ces dossiers**

**b. le nombre d’heures supplémentaires payées à ces agents**

**c. le délai de traitement**

**Régime de rentes du Québec**

		2018
	Nombre de demandes de rente de retraite traitées	106 422
	Pourcentage des demandes de rente de retraite qui sont automatisées (ne nécessitant pas l'intervention d'un agent)	52,4 %
A	Nombre total d'agents qui ont traité la rente de retraite	40 agents
A	Pourcentage d'agents qui ont traité la rente de retraite sur l'ensemble des agents de rentes (inclus la rente d'invalidité, de survie et le suivi des rentes)	33 %
B	Heures supplémentaires payées aux agents qui ont traité la rente de retraite (et montant)	337 heures (12 983 \$)
C	Délai de traitement moyen	13,1 jours
	Nombre total de préposés qui ont traité la rente de retraite par téléphone et la rente de retraite en entrevue	83 préposés

**Régimes de retraite du secteur public**

		2018
	Nombre de rentes de retraite traitées	23 331
A	Nombre d'agents qui traitent ces dossiers	41
B	Heures supplémentaires payées aux agents qui ont traité la rente de retraite (et montant)	538 heures (24 300 \$)
C	Délai (jours)	59 jours

**TITRE 2 :      Nombre de jugements de divorce et de séparation, en fonction du partage ou de la renonciation, traités pour chacune des cinq dernières années. Indiquer :**

**a.    le nombre et pourcentage d’employés qui traitent ces dossiers;**

**b.    le nombre d’heures supplémentaires payées à ces employés;**

**c.    le délai de traitement.**

**Régime de rentes du Québec (RRQ)**

	2017 (Note 1)
Nombre de dossiers traités de partage des gains entre ex-conjoints mariés ou unis civilement	11 908 dossiers
Nombre de partages	4 729
Nombre de renonciations	6 665
Nombre de demandes refusées	514
Nombre de dossiers traités de partage des gains entre ex-conjoints de fait	222 dossiers
Nombre de partages effectués	38
Nombre de demandes refusées	184
Délais de traitement moyens (Note 2)	
Partages	16 jours
Renonciations (Note 3)	50 jours
Note 1 : La dernière année financière disponible au RRQ, pour les dossiers traités de partages, est l'année 2017 (janvier à décembre).	
Note 2 : Les délais de traitement moyens ne concernent que les demandes reçues directement à Retraite Québec, ce qui exclut les jugements en provenance du Régime de pensions du Canada (le temps de transfert des jugements est hors du contrôle de Retraite Québec et peut, par exemple, prendre jusqu'à 200 jours). Les délais sont calculés à partir des demandes terminées en date du 7 février 2019.	
Note 3 : On donne une priorité de traitement aux partages, car il a un effet sur le registre des gains des clients et sur leurs prestations. Par le fait même, le délai de traitement des renonciations est plus long.	

	2017
a. Nombre d'agents qui ont traité les jugements de divorce et de séparation	17 agents
Préparation des dossiers	6 agents de bureau
Analyse des jugements	11 agents de rentes
a. Pourcentage d'agents qui ont traité les jugements de divorce et de séparation sur l'ensemble des agents qui ont travaillé à la tenue du registre des cotisants	90 %
b. Total des heures supplémentaires payées aux agents qui ont traité les jugements de divorce et de séparation	1 heure

**TITRE 2 :      Nombre de jugements de divorce et de séparation, en fonction du partage ou de la renonciation, traités pour chacune des cinq dernières années. Indiquer :**

**a.    le nombre et pourcentage d’employés qui traitent ces dossiers;**

**b.    le nombre d’heures supplémentaires payées à ces employés;**

**c.    le délai de traitement.**

**Régimes de retraite du secteur public (RRSP)**

	2018
Nombre total de demandes de relevé des droits traitées - RRSP	1 700 dossiers
<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de relevés des droits produits</li> </ul>	1 439
<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de demandes de relevé des droits refusées</li> </ul>	261
Nombre total de demandes d’acquittement traitées - RRSP	361 dossiers
<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d’acquittements effectués</li> </ul>	332
<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de demandes d’acquittement refusées</li> </ul>	29
Délais de traitement moyens (Note 1)	
Relevé des droits :	44,56 jours
Acquittement :	40,27 jours
Note 1 : Délai légal. Selon les dispositions des régimes (règlements), le relevé des droits doit être produit dans un délai de 90 jours et l’acquittement des sommes dans un délai de 120 jours.	

	2018
Nombre de techniciens qui ont traité les demandes de relevé des droits et d’acquittement (Note 2)	5 techniciens
Note 2 : Les techniciens traitent les demandes de relevé des droits et d’acquittement en effectuant le processus en totalité, de l’analyse des divers documents reçus et des jugements jusqu’à l’émission des extraits aux clients en produisant tous les calculs requis.	

Aucune heure supplémentaire effectuée en 2018.

**TITRE 3 : Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité, par catégorie d'âge.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRE 4 : Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité touchés par la pénalité imposée à l'atteinte de l'âge de 65 ans**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRES 5 à 7 : 5. Liste de tous les régimes administrés par Retraite Québec**  
**6. Nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes, et évolution pour les cinq dernières années**  
**7. Taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes et évolution pour les cinq dernières années**

La liste de tous les régimes surveillés par Retraite Québec, le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes, et l'évolution pour les cinq dernières années, sont des renseignements visés par les restrictions de l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, c'est-à-dire qu'il s'agit de renseignements fournis par des tiers et habituellement traités par ces tiers de façon confidentielle. **En conséquence, Retraite Québec ne peut les communiquer.**

**TITRE 8 :      Nombre de régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administré par Retraite Québec**

**État de situation**

Dans les régimes surveillés par Retraite Québec au 31 décembre 2018, il y a 80 régimes en voie de terminaison ou de fusion.

De ce nombre, il y a 11 régimes en voie de fusion :

- 7 régimes sont en fusion avec un régime sous la législation du Québec;
- 4 régimes sont en fusion avec un régime sous la législation de l’Ontario;

Voici le détail des régimes en voie de fusion ou de terminaison:

	Nombre de régimes visés	Nombre de participants visés <sup>1</sup>
<b>Régime en voie de fusion</b>		
<b>Prestations déterminées</b>	7	3 295
<b>Cotisation déterminée</b>	4	355
<b>Régime en voie de terminaison</b>		
<b>Prestations déterminées<sup>2</sup></b>	47	19 618
<b>Cotisation déterminée</b>	22	2 686
<b>Total</b>	80	22 304

<sup>1</sup> Participants actifs, non actifs et bénéficiaires au Québec et hors Québec

<sup>2</sup> Peut inclure un volet à cotisation déterminée

- TITRE 9 :      Liste des régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administré par Retraite Québec incluant :**
- a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années;**
  - b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.**

La liste de tous les régimes surveillés par Retraite Québec, le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes, et l'évolution pour les cinq dernières années, sont des renseignements visés par les restrictions de l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, c'est-à-dire qu'il s'agit de renseignements fournis par des tiers et habituellement traités par ces tiers de façon confidentielle. **En conséquence, Retraite Québec ne peut les communiquer dans l'état actuel des choses.**



- TITRES 10-11 :**
- 10. Nombre de régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur.**
  - 11. Liste des régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur incluant :**
    - a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années;**
    - b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.**

Nom du régime	Nb. de retraités au 2018-12-31	Taux de solvabilité : (Les régimes avec des mesures d'allégement ont un déficit lors de la prise en charge – en grisé)
		2018-12-31 estimé
Régime de retraite des employés d'usine de Signature Aluminum Canada inc., Sainte-Thérèse, Québec	0	-
Régime de retraite des salariés de Papiers Fraser inc., Pâtes Thurso	0	-
Régime de retraite des syndiqués de Papiers Fraser inc., Pâtes Thurso	0	-
Régime de rentes des employés salariés et horaires de Outil et Matrice Harrington inc.	0	-
Régime de retraite pour les employés salariés non syndiqués de Aleris Aluminium Canada S.E.C.	0	-
Régime de retraite pour les employés à l'heure de Aleris Aluminium Canada S.E.C.	0	-
Régime de retraite pour les membres du syndicat des employés de bureau de Aleris Aluminium Canada S.E.C.	0	-
Régime de retraite No 1 de Lab Chrysotile	0	Fin d'adm. en fév. 2018 à 100 % <sup>(1)</sup>
Régime de retraite No 3 de Lab Chrysotile	0	Fin d'adm en fév. 2018 à 100 % <sup>(1)</sup>
Régime de retraite des salariés non syndiqués de Lab Chrysotile	0	Fin d'adm. en fév. 2018 à 100 % <sup>(1)</sup>
Régime de retraite des cadres de Lab Chrysotile	0	Fin d'adm. en fév. 2014 à 102 %
Régime de retraite pour le groupe des retraités de Produits forestiers Résolu transféré à la Régie des rentes du Québec en 2013	0	Fin d'adm en sept. 2018 à 105 % <sup>(1)</sup>

- TITRES 10-11 :**
- 10. Nombre de régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur.**
  - 11. Liste des régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur incluant :**
    - a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années;**
    - b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.**

Nom du régime	Nb. de retraités au 2018-12-31	Taux de solvabilité : (Les régimes avec des mesures d'allégement ont un déficit lors de la prise en charge – en grisé)
		2018-12-31 estimé
Régime de retraite pour le groupe des retraités de Produits forestiers Résolu transféré à la Régie des rentes du Québec en 2014	36	Fin d'adm. en mars 2019 à 100 %
Régime de retraite pour le groupe des retraités de Produits forestiers Résolu transféré à la Régie des rentes du Québec en 2015	7	99 %
Régime de retraite pour le groupe des retraités de Produits forestiers Résolu transféré à Retraite Québec en 2016	15	110 %
Régime de retraite pour le groupe des retraités de Produits forestiers Résolu transféré à Retraite Québec en 2017	19	98 %
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de bureau de F.F. Soucy (PWB)	0	Fin d'adm. en nov. 2018 à 100 %
Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués d'usine de F.F. Soucy (PWB)	0	Fin d'adm. en nov. 2018 à 100 %
Régime complémentaire de retraite du personnel non syndiqué de F.F. Soucy (PWB)	0	Fin d'adm. en nov. 2018 à 100 %
Régime de retraite des employés non syndiqués de PML (PWB)	0	Fin d'adm. en nov. 2018 à 100 %
Régime de retraite des employés syndiqués de PML (PWB)	0	Fin d'adm. en nov. 2018 à 100 %
Régime de retraite des employés syndiqués de Stadacona (PWB)	0	Fin d'adm. en sept. 2018 à 100 %
Régime de retraite des employés non syndiqués de Stadacona (PWB)	0	Fin d'adm. en sept. 2018 à 100 %
Régime de rentes pour les employés non syndiqués de Silicium Bécancour inc.	0	Fin d'adm. en sept. 2018 à 100 %

- TITRES 10-11 :**
- 10. Nombre de régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur.**
  - 11. Liste des régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur incluant :**
    - a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années;**
    - b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.**

Nom du régime	Nb. de retraités au 2018-12-31	Taux de solvabilité : (Les régimes avec des mesures d'allègement ont un déficit lors de la prise en charge – en grisé)
		2018-12-31 estimé
Régime de rentes pour les employés syndiqués de Silicium Bécancour inc.	87	85,0 %
Pension Plan for the Non-Bargaining Salaried Employees of Trailmobile Parts & Service Canada Ltd (Plan B-1)	0	Fin d'adm. en déc. 2018 à 100 %
Pension Plan for Certain Hourly-Paid and Salaried Employees of Trailmobile Parts & Service Canada Ltd (Plan B-2)	0	Fin d'adm. en déc. 2018 à 100 %
Caisse de retraite des Industries de la Mode du Québec, U.I.O.V.D.	75	Fin d'adm. en mars 2019 à 100 %
Régime de retraite pour les employés non syndiqués de Bennett Fleet inc. et ses compagnies participantes	6	80 %
Pension Plan for the Salaried Personnel of Union of Canada Life Insurance Company	0	Fin d'adm. en fév. 2018 à 113 %
Pension Plan for the Salaried Employees of Signature Aluminum Canada Inc.	9	103 %
Nortel Networks Negotiated Pension Plan	813	108 %
Mabe Canada Inc. Pension Plan No. 1	410	105 %
Nortel Networks Managerial Pension Plan	551	100 %
<b>TOTAL</b>	<b>2028</b>	

(1) Dans tous les cas, la rente est versée par un assureur à la fin de l'administration par Retraite Québec.

Pour l'ensemble des régimes dont l'administration s'est terminée avec le paiement des rentes à 100 %, le gouvernement a dû déboursier des sommes pour garantir en totalité les rentes promises aux retraités. Les déboursés totaux ont été de 28,5 M \$ en 2017 et 2018, la plupart du temps pour des régimes qui contenaient un déficit initial en raison des mesures d'allègement offertes par les employeurs avant la fermeture de leur régime (régimes en grisés).

Pour les autres régimes dont l'administration s'est terminée avec des rentes plus élevées que 100 %, aucun déboursé du gouvernement n'a été requis et l'augmentation des rentes a été possible grâce aux surplus dégagés pendant l'administration de Retraite Québec.

**TITRE 12 :    Nombre et types de régimes de retraite administrés par Retraite Québec entre 2012-2013 et 2018-2019. Pour chaque type indiquer lesquels sont : a) à prestations déterminées, b) à cotisations déterminées, c) interentreprises**

Les statistiques de cette fiche concernent les régimes de retraite sous la surveillance de Retraite Québec au 31 décembre 2018. **À noter que Retraite Québec ne fait pas l'administration de ces régimes; elle les surveille.** Ce tableau regroupe les régimes actifs, en voie d'enregistrement, de transfert dans une autre législation, de terminaison, d'annulation et de fusion à un autre régime de retraite.

**Régimes de retraite sous la surveillance de Retraite Québec**

Au 31 décembre <sup>1</sup>	Ensemble des régimes	Régimes à prestations déterminées <sup>2</sup>	Régimes à cotisation déterminée <sup>2</sup>	Régimes interentre-prises <sup>3</sup>	Régimes de retraite simplifiés	Régimes volontaires d'épargne-retraite
<b>2018</b>	<b>983</b>	<b>534</b>	<b>176</b>	<b>252</b>	<b>11</b>	<b>10</b>

- (1) : Ces données sont basées sur les plus récentes déclarations annuelles de renseignements, dont la majorité date de 2017.
- (2) : Excluant les régimes interentreprises.
- (3) : Régimes ayant plus d'un employeur partie au régime. Inclus les 10 régimes interentreprises à cotisations négociées, visés par la *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises* adoptée le 2 avril 2015.

**TITRES 13 à 16 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite entre 2012-2013 et 2018-2019, les prévisions pour 2019-2020, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRES 17 à 20 :** Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite pour le secteur municipal entre 2012-2013 et 2018-2019, les prévisions 2019-2020, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRES 21 à 24 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite pour le secteur universitaire, entre 2012-2013 et 2018-2019, les prévisions 2019-2020, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRES 25 à 28 :** Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite du secteur privé entre 2012-2013 et 2018-2019, les prévisions pour 2019-2020, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.



**TITRE 29 : Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## **TITRE 30 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

À la suite de l'adoption le 4 décembre 2014 de la [Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées](#) du secteur municipal (RLRQ, chapitre S-2.2.1), Retraite Québec a publié ou mis en ligne les documents suivants pour la clientèle cible.

### **1) Directives**

Elles sont présentées sur le site internet de Retraite Québec et elles couvrent les sujets suivants :

- a) Définitions à retenir aux fins de l'application de la Loi
- b) Évaluation actuarielle avant restructuration
  - i) Évaluation actuarielle au 31 décembre 2013
  - ii) Évaluation actuarielle au 31 décembre 2014
  - iii) Évaluation actuarielle au 31 décembre 2015
  - iv) Évaluations actuarielles subséquentes
- c) Administration courante
  - i) Indexation automatique
  - ii) Prestation additionnelle
  - iii) Cotisation patronale minimale
  - iv) Acquittements et décès
  - v) Rachats de service et transferts
- d) Report des négociations
  - i) Conditions
  - ii) Effets du report
- e) Cotisation d'exercice maximale
- f) Excédents d'actif
  - i) Excédent d'actif du volet pré-2014
- g) Indexation de la rente après la retraite
- h) Réserve de restructuration
- i) Communications au ministre

### **2) Avis**

- a) [Rapport d'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013](#)
- b) [Mandat d'évaluation actuarielle](#)
- c) [Processus de restructuration](#)
- d) [Conséquences possibles de la restructuration pour les retraités](#)

### **3) Questions/Réponses**

Elles couvrent les sujets suivants :

- a) Évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 avant restructuration
  - i) Actif et passif
  - ii) Hypothèses
  - iii) Déficits
  - iv) Cotisations à verser
  - v) Contenu du rapport
  - vi) Composition des groupes
  - vii) Répartition du déficit
- b) Report de la restructuration
  - i) Général
  - ii) Facultatif-obligatoire
  - iii) Plusieurs groupes
  - iv) Conditions de report – Taux de capitalisation
  - v) Conditions de report – Association
  - vi) Conditions de report – Entente en vigueur
  - vii) Conditions de report – 18 % - 20 %
  - viii) Conditions de report – Partage 50/50
- c) Administration courante
  - i) Période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 4 décembre 2014
  - ii) Période à compter du 5 décembre 2014
- d) Partage et décalage
  - i) Évaluation actuarielle avant restructuration
- e) Fonds de stabilisation
  - i) Questions générales
  - ii) Exemple avec différents types de régime
- f) Modifications
  - i) Questions concernant les modifications à considérer dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 avant restructuration
  - ii) Questions concernant les modifications aux fins de la restructuration
- g) Évaluation actuarielle post-restructuration

**TITRE 30 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

**4) Autres documents**

- a) [Calendrier de mise en œuvre du projet de loi n° 3](#)
- b) [Directives du Secrétariat du travail](#)

**TITRE 31 : Coûts reliés à la mise en vigueur de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.**

Aucun coût externe engendré. Tous les travaux ont été réalisés à l'interne. À compter de 2018, il n'y a plus de coûts reliés à la mise en vigueur de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

**TITRE 32 : Heures supplémentaires reliées à la mise en vigueur de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Les travaux ont été réalisés à l'interne.

**TITRE 33 : Depuis décembre 2014, le nombre de dossiers et de demandes liés à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Il y a 158 régimes de retraite visés par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Retraite Québec a reçu de nombreuses demandes liées à cette loi. Elle a répondu à plusieurs demandes téléphoniques d'actuaire et de représentants de régimes de retraite. La durée de ces appels est plus importante que pour les autres types d'appel, étant donné la complexité du sujet.

Retraite Québec a communiqué avec chaque firme d'actuaire au sujet de la préparation des évaluations actuarielles.

Une adresse courriel a été créée pour regrouper les nombreuses questions relatives à cette loi. Des courriels (16) de type « questions-réponses » ont été envoyés aux représentants désignés pour diffusion à l'ensemble des actuaire concernés dans leurs firmes.

Retraite Québec intègre l'information de ces « questions-réponses » sur une page Web concernant les régimes de retraite du secteur municipal.

**TITRE 34 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre et une liste de régimes s'étant prévalus d'un report de négociations prévu à l'article 26**

Il y a 43 régimes qui ont reporté les négociations (sur un total de 158 régimes).

C'est le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS) qui est responsable de cette section de la Loi, c'est donc lui qui possède la liste des régimes de retraite qui ont transmis une demande. En vertu de l'article 48 de la Loi sur l'accès, nous référons le demandeur au MTESS.

**TITRE 35 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre et une liste des modifications au régime transmises à Retraite Québec**

Au 31 décembre 2018, Retraite Québec avait reçu 57 demandes d'enregistrement pour une modification qui découle de la Loi.

Les modifications transmises à Retraite Québec portent, notamment, sur les sujets suivants:

- le partage des cotisations d'équilibre liées au service postérieur
- l'ajout d'un fonds de stabilisation
- le partage des cotisations de stabilisation
- l'abolition de l'indexation automatique
- les règles de la cotisation patronale minimale (CPM)



**TITRE 36 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

**TITRE 37 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste de régimes en défaut de production du rapport visé au deuxième alinéa de l'article 4, à l'article 16 ou à l'article 26**

**Article 4 (deuxième alinéa)**

Les rapports sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 avant restructuration ont tous été transmis à Retraite Québec.

**Article 16**

Retraite Québec a reçu 41 rapports sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2015. Le rapport sur cette évaluation actuarielle devait être transmis à Retraite Québec avant le 30 septembre 2016. **Aucun régime n'est en défaut au 31 décembre 2018.**

**Article 26**

Il y a 43 régimes qui ont indiqué vouloir reporter les négociations d'un an et devaient transmettre à Retraite Québec un rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014. Ils ont tous transmis le rapport de cette évaluation actuarielle. **Aucun régime n'est en défaut au 31 décembre 2018.**

**TITRE 38 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec**

L'information est disponible sur le site Internet de Retraite Québec à l'adresse suivante :  
<https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca>

**TITRE 39 :** Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi 15), et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants actifs. Fournir une ventilation par municipalité et par régime.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRE 40 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre de régimes ayant fait une demande afin que les déficits soient répartis entre les catégories définies dans ce régime de la manière déjà convenue entre les participants actifs et l'organisme**

**L'article 12** de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la Loi RRSM) stipule que : « [...] Lorsque plusieurs catégories d'employés participent à un même régime, les déficits peuvent être répartis entre les catégories définies dans ce régime de la manière déjà convenue entre les participants actifs et l'organisme municipal dès qu'une majorité de catégories en fait la demande. Le comité de retraite informe Retraite Québec de cette décision et lui transmet les données concernant les déficits totaux et la part de ceux-ci imputables à chacune de ces catégories.[...] »

Les régimes n'ont donc pas à faire une demande à Retraite Québec afin que les déficits soient répartis entre les catégories définies dans ce régime.

Cette information est présentée dans le rapport sur l'évaluation actuarielle **post-restructuration**. Selon les rapports reçus et analysés au 31 décembre 2018, 7 régimes se sont prévalus de cette disposition de l'article 12.

**TITRE 41 :** Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis le 7 avril 2014 en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite administrés par Retraite Québec notamment en ce qui concerne le partage des coûts et l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## **TITRE 42 : Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.**

La Loi prévoit la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal afin d'en assainir la santé financière et d'en assurer la pérennité.

Plusieurs dispositions de la Loi sont sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) comme la négociation, la conciliation et l'arbitrage. Les autres dispositions de cette Loi sont sous la responsabilité de Retraite Québec, qui relève du ministère des Finances. Retraite Québec échange régulièrement de l'information avec le Secrétariat du travail pour suivre l'avancement des négociations dans les régimes visés par la Loi.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi, Retraite Québec a travaillé sur plusieurs aspects :

- répondre aux demandes d'information de la clientèle cible, soit les actuaire, les administrateurs de régimes (comités de retraite) et les organismes municipaux dans les meilleurs délais et dans le respect de leurs besoins;
- clarifier l'application de divers aspects de la Loi;
- émettre des directives concernant, notamment le taux d'intérêt maximal applicable aux évaluations actuarielles et la composition des groupes aux fins de la répartition des déficits dans les évaluations actuarielles;
- mettre en ligne une page Web [Régimes de retraite du secteur municipal \(RRSM\)](#) pour informer les actuaire et les administrateurs visés sur les sujets d'intérêt général;
- faire le suivi des documents, rapports et avis requis en vertu de la Loi;
- adapter la surveillance des régimes visés par la Loi;
- s'assurer de la conformité des rapports sur l'évaluation actuarielle en fonction des exigences de la loi.

**TITRE 43 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)**

L'information est disponible sur le site Internet de Retraite Québec à l'adresse suivante : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca>



**TITRE 44 : Coûts reliés à la mise en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)**

Les travaux ont été presque exclusivement réalisés à l'interne.

**TITRE 45 : Depuis le 26 novembre 2015, le nombre de dossiers et de demandes liés à la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes à prestations déterminées (PL 57).**

La Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes à prestations déterminées a été sanctionnée le 26 novembre 2015.

Retraite Québec reçoit de nombreuses demandes liées à cette loi. Elle répond à plusieurs demandes téléphoniques et par courriels d'actuares et de représentants de régimes de retraite.

Un document d'information « *La lettre n° 31* » a été publié à la mi-avril 2016 afin de répondre aux nombreuses demandes des représentants des firmes d'actuares du Québec et de l'extérieur de la province.

**TITRE 46 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), le nombre de modifications au régime transmises à Retraite Québec**

La Loi modifiant La Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (ci-après la Loi) a été sanctionnée le 26 novembre 2015.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2018, 18 demandes d'enregistrement relatives à cette Loi ont été transmises à Retraite Québec.

**TITRE 47 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), le nombre et une liste des demandes d'arbitrage.**

Aucun régime n'a fait une demande d'arbitrage.

La Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées ne prévoit aucun processus de négociation, contrairement à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

**TITRE 48 :** Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL57), le nombre et une liste des régimes en défaut de production du rapport actuariel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRE 49 :** Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec

L'information est disponible sur le site Internet de Retraite Québec à l'adresse suivante : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca>

**TITRE 50 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants. Fournir une ventilation par régime**

Toute donnée financière ne peut être ventilée par régime puisque celle-ci constitue des renseignements visés par les restrictions de l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, c'est-à-dire qu'il s'agit de renseignements fournis par des tiers et traités par ces tiers de façon confidentielle. En conséquence, Retraite Québec ne peut les communiquer.

Par ailleurs, Retraite Québec tient à souligner que le PL 57 ne vise pas à restructurer les droits comme le fait la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (PL 3).

Ce projet de loi vise plutôt à réformer la méthode de financement des régimes de retraite du secteur privé. Il n'est donc pas question pour le PL 57 de déterminer les déficits imputables aux retraités versus ceux imputables aux participants actifs. Ceci s'avère nécessaire pour le PL 3 pour déterminer la juste part du déficit qui doit être assumée par une réduction des droits pour chacun des groupes.

**TITRE 51 : Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis le dépôt de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives**

La Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (ci-après la Loi) est entrée en vigueur le 8 juin 2016.

Retraite Québec a offert un soutien et de l'information téléphonique aux intervenants des neuf régimes de retraite visés. Sur ces neuf régimes, cinq ont été tenus d'appliquer les mesures particulières de restructuration prévues à la Loi.



## **TITRE 52 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec le dépôt de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives**

À la suite de l'adoption le 8 juin 2016 de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (2016, chapitre 13) (Loi RRSU), laquelle est entrée en vigueur le 8 juin 2016, Retraite Québec a publié ou mis en ligne les documents suivants pour la clientèle cible :

### **1) Directives**

Elles sont contenues sur le site Web de Retraite Québec et couvrent les sujets suivants :

- a) Régimes visés
- b) Évaluation actuarielle au 31 décembre 2015
- c) Enregistrement de modifications à un régime de retraite

### **2) Publications**

Elles sont disponibles sur le site Web de Retraite Québec :

- a) Formulaire - Demande d'enregistrement d'une modification à un régime de retraite soustrait à l'application de règles de financement
- b) Annexe – Modification établie dans le cadre du processus de restructuration des régimes de retraite visés par la Loi RRSU

Au cours de l'année 2018, aucun document n'a été publié ou mis en ligne par Retraite Québec en relation avec la Loi RRSU.

**TITRE 53 : Coûts reliés et heures supplémentaires effectuées pour la préparation de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives**

Aucun coût externe engendré. Les travaux ont été réalisés à l'interne.

**TITRE 54 :    Nombre d’erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années :**

**a. nombre et pourcentage d’agents qui traitent ces dossiers;**

**b. délai;**

**c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;**

**d. montant moyen du remboursement demandé;**

**e. montant total lié aux demandes de remboursement;**

**f. nombre d’années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement**

**Régime de rentes du Québec (RRQ)**

Cette question a été répondue en présumant qu’elle portait sur les rentes versées par le Régime de rentes du Québec, soit la rente de retraite, la prestation de survivant et la rente d’invalidité. Les données contenues dans cette fiche sont le résultat d’un échantillon de dossiers statistiquement représentatif.

		2018
	Nombre total de demandes d’attribution traitées <sup>(1)</sup>	185 100
	Nombre de dossiers vérifiés <sup>(2)</sup>	1 468
C	Nombre de dossiers en erreur <sup>(3)</sup>	17
	Taux de conformité des traitements <sup>(4)</sup>	
	Attribution de la rente de retraite	98,51 %
	Attribution des prestations de survivants	99,11 %
	Attribution des rentes d’invalidité	98,47 %
A	Nombre d’agents concernés par les dossiers en erreur	17
A	Pourcentage d’agents concernés par les dossiers en erreur	10 %
B	Délai de traitement moyen <sup>(5)</sup>	1 à 2 mois
D-E	Montant à rembourser au client	
	<i>Montant moyen à rembourser au client</i>	
	Erreurs non récurrentes <sup>(6)</sup>	2 301 \$
	Erreurs récurrentes <sup>(7)</sup>	14 \$
	<i>Montant total à rembourser au client</i>	
	Erreurs non récurrentes	25 311\$
	Erreurs récurrentes	87 \$
	Montant à réclamer au client	
	<i>Montant moyen à réclamer au client</i>	
	Erreurs non récurrentes	4 481 \$
	Erreurs récurrentes	2 \$
	<i>Montant total à réclamer au client</i>	
	Erreurs non récurrentes	26 886 \$
	Erreurs récurrentes	2 \$
F	Nombre d’années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement	Voir B

**TITRE 54 :    Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années :**

- a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;**
- b. délai;**
- c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;**
- d. montant moyen du remboursement demandé;**
- e. montant total lié aux demandes de remboursement;**
- f. nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement**

- (1) Comprend les demandes d'attribution de prestations pour la retraite, la survie et l'invalidité. Période de référence : du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août.
- (2) Il s'agit d'un échantillon de dossiers statistiquement représentatif.
- (3) Les erreurs financières détectées sont soit remboursées au client s'il s'agit d'un sous-paiement, soit lui sont réclamées s'il s'agit d'un surpaiement.
- (4) L'indicateur mesurant le taux de conformité a été révisé en 2012 afin d'y inclure les traitements entièrement automatisés.
- (5) Les délais de corrections sont habituellement de 1 à 2 mois après détection de l'erreur. Le remboursement auprès du client s'effectue dans ce délai. En ce qui concerne les montants à réclamer, Retraite Québec se compense à même les montants versés au client. Dépendamment du montant à percevoir, Retraite Québec étale la compensation sur plusieurs mois ou sur plusieurs années.
- (6) Une erreur est dite non récurrente si elle correspond à un certain nombre de mois payés en trop ou en moins.
- (7) Une erreur est dite récurrente si elle engage un montant à payer tous les mois durant l'admissibilité du client.

**TITRE 54 :    Nombre d’erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années :**

- a. nombre et pourcentage d’agents qui traitent ces dossiers;**
- b. délai;**
- c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;**
- d. montant moyen du remboursement demandé;**
- e. montant total lié aux demandes de remboursement;**
- f. nombre d’années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement**

**Régimes de retraite du secteur public**

		2018
	Nombre total de demandes de rente de retraite et de prestation de survivants <sup>(1)</sup>	26 205
	Nombre de dossiers vérifiés <sup>(2)</sup>	2 415
C	Nombre de dossiers en erreur	5
	Taux de conformité des traitements	
	Rentes avec lien d’emploi	99,90 %
	Rentes sans lien d’emploi	99,60 %
	Prestations de survivants	100,00 %
A	Nombre d’agents concernés par les dossiers en erreur	4
B	Délai de traitement moyen <sup>(3)</sup>	4 mois
D-E	Montant à rembourser au client	
	<i>Montant moyen à rembourser au client</i>	181 \$
	<i>Montant total à rembourser au client</i>	727 \$
	Montant à réclamer au client	
	<i>Montant moyen à réclamer au client</i>	887 \$
	<i>Montant total à réclamer au client</i>	887 \$
F	Nombre d’années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement	Voir B

(1) Comprend les demandes de rente de retraite avec et sans lien d’emploi, les demandes de prestation de survivants et d’orphelins.

(2) Il s’agit d’un échantillon de dossiers statistiquement représentatifs.

(3) Depuis juillet 2014, les corrections sont traitées dès leur signalement. Avant cette date, le moment de la révision légale de la rente pour effectuer les corrections était attendu.

**TITRE 55 : Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor en 2017-2018 et en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020**

Retraite Québec est un organisme extrabudgétaire exerçant des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement du Québec. Les économies qu'elle génère s'ajoutent aux actifs nets des diverses fiducies administrées par Retraite Québec.

**TITRE 56 :    Liste des bureaux régionaux et l’effectif rattaché par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux; depuis cinq ans et les prévisions pour 2019-2020**

Année financière 2018

LIEU DE TRAVAIL	Haute direction et cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Ouvrier	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	0	0	5	0	5
Bas-St-Laurent	0	0	5	0	5
Centre du Québec	0	0	6	0	6
Estrie	0	0	5	0	5
Mauricie	1	0	37	0	38
Montréal	4	13	118	0	135
Outaouais	0	0	6	0	6
Québec	99	867	914	5	1 885
Saguenay/Lac-St-Jean	0	0	3	0	3
Total des postes <sup>1</sup>	104	880	1 099	5	2 088
ETC					1 981,3

1.    Le total des postes indiqué par année financière reflète le nombre d'employés en lien d'emploi. Il n'indique pas la consommation en ETC.

**TITRE 57 : Depuis cinq ans, par année financière, indiquer le nombre d'employés par catégorie d'emploi et par région**

Année financière 2018

LIEU DE TRAVAIL	Haute direction et cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Ouvrier	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	0	0	5	0	5
Bas-St-Laurent	0	0	5	0	5
Centre du Québec	0	0	6	0	6
Estrie	0	0	5	0	5
Mauricie	1	0	37	0	38
Montréal	4	13	118	0	135
Outaouais	0	0	6	0	6
Québec	99	867	914	5	1 885
Saguenay/Lac-St-Jean	0	0	3	0	3
Total des postes <sup>1</sup>	104	880	1099	5	2 088
ETC					1 981,3

1. Le total des postes indiqué par année financière reflète le nombre d'employés en lien d'emploi. Il n'indique pas la consommation en ETC.



**TITRE 58 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis cinq ans par ou pour Retraite Québec concernant les régimes de retraite à prestations cibles**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRE 59 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis cinq ans par ou pour Retraite Québec concernant ses activités de surveillance des régimes complémentaires de retraite**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRE 60 :    Sommes dépensées à Retraite Québec pour l’informatique et les technologies de l’information depuis cinq ans en achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels et de projet lié (interne, externe ou du CSPQ)**

Voir le document en annexe.

TITRE 60 : Sommes dépensées en 2018 par Retraite Québec pour l'informatique et les technologies de l'information \*

	Achat de logiciels et de matériel (\$)	Ressources internes (\$)	Services professionnels		Autres dépenses (\$)	Total (\$)
			Services externes (\$)	CSPQ (\$)		
Activités courantes	9 034 257	34 920 925	13 640 725	8 894 085	1 293 479	67 783 470
Projets	141 938	5 226 642	8 794 632	0	16 382	14 179 594
Total 2018	9 176 194	40 147 567	22 435 357	8 894 085	1 309 861	81 963 065

\* Correspond aux dépenses en ressources informationnelles définies dans le cadre du Bilan annuel des réalisations en ressources informationnelles (BARRI).

TITRE 60 : Sommes dépensées en 2018 par Retraite Québec pour l'informatique et les technologies de l'information \*

Ventilation des sommes dépensées en 2018 par projets						
2018	Achat de logiciels et de matériel (\$)	Ressources internes (\$)	Services professionnels		Autres dépenses (\$)	Total (\$)
			Services externes (\$)	CSPQ (\$)		
P 310 Migration technologique applicative	18 873	1 272 333	5 508 779	0	0	6 799 984
P 323 Transformation des avis d'acceptation et de modification SAE et RRQ	0	95 878	49 341	0	9	145 228
P 324 Évolution du Workflow (cohabitation)	0	17 171	4 818	0	0	21 989
P 325 Gestion du cycle de vie des documents	0	3 533	16 055	0	0	19 588
P 337 Modernisation des composantes de communications RRQ, SAE et RDC (EZ-Letter)	0	97 267	51 475	0	0	148 741
P 404 Faciliter l'automatisation d'estimation	0	88 817	52 544	0	0	141 361
P 500 Optimiser le processus de la gestion des talents	0	89 396	8 378	0	0	97 774
P 502 Optimisation et intégration des annuaires Active Directory	2 323	410 663	509 732	0	0	922 719
P 503 Unification de l'environnement de travail numérique	0	11 286	0	0	0	11 286
P 505 Consolidation de la gestion de l'identité et des accès	53 005	188 374	618 089	0	0	859 468
P 506 Mise en place d'une solution unifiée de gestion du temps, des efforts et des projets	0	122 320	54 071	0	0	176 391
P 507 Automatisation du processus de la déclaration annuelle de renseignements des régimes complémentaires de retraite	572	661 098	556 685	0	3 324	1 221 679
P 508 Amélioration du Centre de relation avec la clientèle	0	229 604	136 952	0	3 500	370 056
P 509 Optimisation des services opérationnels TI	0	55 529	64 796	0	0	120 325
P 511 Modifications législatives du RRQ et arrimages avec le Régime de Pensions du Canada	0	1 142 965	556 422	0	0	1 699 387
P 512 Automatisation de la révision des rentes pour les régimes de retraite du secteur public	0	326 267	479 725	0	0	805 992
P 513 Évolution du dossier du client à Retraite Québec	0	73 793	0	0	0	73 793
P514 Supplément pour l'achat de fournitures scolaires (SAFS)	0	169 668	58 030	0	0	227 698
P515 Mise à niveau de l'infrastructure téléphonique du CRC	67 165	72 369	26 768	0	9 550	175 851
P516 Bonification de l'offre de transmission numérique des demandes clients	0	80 326	41 973	0	0	122 300
P517 Définir la vision de l'offre de services numériques de Retraite Québec	0	17 985	0	0	0	17 985
TOTAL 2018	141 938	5 226 642	8 794 632	0	16 382	14 179 594

**TITRE 61 :    État de situation concernant le dépôt du règlement d’application de la Loi modifiant les régimes complémentaires de retraite et autres dispositions législatives en vue d’atténuer les effets de la crise financière à l’égard de régimes visés par cette loi.**

Les mesures d'allègement ont pris fin au 30 décembre 2015.

**TITRE 62 : Pour les demandes de retraite par Internet et le programme SimulRetraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour leur obtention**

Le code d'accès personnel (CAP) n'existe plus depuis décembre 2005. Il a été remplacé par clicSÉCUR.

Services Québec est responsable du service d'authentification clicSÉCUR, qui permet de créer un compte pour accéder en toute sécurité aux services en ligne participants des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Nous ne détenons pas d'information sur le nombre de comptes clicSÉCUR accordés ni sur le délai moyen pour leur obtention.

**TITRE 63 :**

**Pour le service clicSÉCUR, indiquez, par mois, le nombre de demandes d'authentification**

L'utilisateur qui souhaite accéder à des services en ligne personnalisés et sécurisés de Retraite Québec doit utiliser le service d'authentification gouvernementale clicSÉCUR. Ce service est utilisé par plusieurs ministères et organismes et permet d'avoir accès à un éventail de services Web offerts par ces organisations gouvernementales.

ClicSÉCUR a été mis en place par le Service québécois d'authentification gouvernementale (SQAG) en décembre 2005. Il est maintenant sous la responsabilité de Services Québec.

**Sommaire des volumes**

	Sessions envoyées à clicSÉCUR	Sessions revenant à Retraite Québec <sup>(1)</sup>
<b>Année 2018</b>	<b>1 614 527</b>	<b>1 058 713</b>

<sup>(1)</sup> Les sessions revenant à Retraite Québec correspondent aux sessions débutées par les utilisateurs sur le site de Retraite Québec, qui se sont ensuite identifiées via clicSÉCUR et qui reviennent poursuivre leur session sur le site de Retraite Québec.



## **TITRE 64 : Bilan des actions posées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec et à la préparation d'un projet de loi. Échéancier, nombre et dates de rencontres, personnes consultées, documents et études produits, etc.**

- La Loi sur le régime de rentes du Québec prévoit, depuis 1998, la tenue d'une consultation publique sur le Régime de rentes du Québec (RRQ) au moins une fois tous les six ans (Loi sur le RRQ, art. 218.1).
- La dernière consultation s'est tenue du 17 au 20 janvier 2017, par la Commission des finances publiques (Commission), à la suite du dépôt à l'Assemblée nationale le 8 décembre 2016 des documents suivants :
  - Le document de consultation intitulé *Consolider le Régime pour renforcer l'équité intergénérationnelle* et;
  - Un document de soutien intitulé *Constats sur la retraite au Québec*.
- L'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015* a également été déposée le 8 décembre 2016. Ses résultats constituent un élément incontournable dans le cadre de la consultation sur le RRQ. L'évaluation actuarielle doit être produite au moins une fois tous les trois ans (Loi sur le RRQ, art. 216).
- Lors de cette consultation particulière, **19** organismes ont été entendus lors des auditions publiques. Ceux-ci comprenaient des spécialistes de la retraite, des représentants des milieux financier, patronal, syndical et funéraire ainsi que des associations de personnes âgées, de femmes, de jeunes et de personnes ayant des incapacités. Tous ces organismes ont déposé un mémoire à la Commission des finances publiques, sauf l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic.
- Par ailleurs, la Commission a reçu **de nombreux** autres mémoires de personnes et d'organismes qui n'ont pas été entendus lors des auditions publiques. Au total, **112** organismes et personnes se sont exprimés, par leur participation aux auditions ou par le dépôt d'un mémoire.
- Le rapport de la Commission sur ces auditions a été déposé à l'Assemblée nationale le 7 février 2017.
- Une autre consultation, celle-là en ligne, portant sur les améliorations proposées au RRQ a eu lieu du 24 avril au 24 mai 2017
- Le projet de loi n° 149, Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite, a été présenté à l'Assemblée nationale le 2 novembre 2017. Accompagnant ce projet de loi, une [évaluation actuarielle](#) a également été déposée (Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015).
- La Commission de l'économie et du travail a tenu une autre consultation particulière avec auditions publiques portant sur le projet de loi n° 149 les 28 et 29 novembre 2017 (Rapport déposé à l'Assemblée nationale le 30 novembre).
- À la suite de l'adoption du principe du projet de loi, le 5 décembre 2017, il a été renvoyé à la Commission de l'économie et du travail.
- L'étude détaillée du projet de loi s'est terminée le 13 février 2018.
- Le projet de loi a été adopté le 21 février 2018.
- Le projet de loi a été sanctionné le 22 février 2018 (L.Q. 2018, chapitre 2).

La loi fédérale prévoyant la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC) a été adoptée en décembre 2016 et est entrée en vigueur en mars 2017. Celle-ci prévoit une augmentation graduelle des cotisations au RPC à compter de 2019 et une bonification des prestations par la suite. La bonification du RRQ est similaire à celle du RPC.

**TITRE 65 :       Sommes dépensées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec**

Aucune consultation publique sur le Régime de rentes du Québec n’a eu lieu en 2018 et par conséquent, aucune somme n’a été dépensée.

**TITRE 66 : Ventilation complète des renseignements fournis par la Caisse de dépôt et placement du Québec concernant le Régime de rentes du Québec, incluant les rendements, les proportions investies dans chaque catégorie d'actif financier et les changements à la politique de placement 2018-2019**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**TITRE 67 :**     **Nombre de demandes traitées pour chacune des cinq dernières années concernant le Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants. Indiquer :**

- a. Le nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers**
- b. Le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents**
- c. Le délai**

Le Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), renommé Crédit d'impôt remboursable accordant une allocation aux familles (CIRAAF) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, relève du ministre de la Famille et non du ministre des Finances, qui est le ministre responsable de Retraite Québec.

**TITRE 68 : Rendement du fonds du Régime de rentes du Québec depuis les dix dernières années**

L'information est disponible dans le Rapport annuel de Retraite Québec à l'adresse suivante :  
<https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/retraite-quebec/Pages/rapport-annuel-de-gestion.aspx>

**TITRE 69 : Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CARRA avec la Régie des rentes**

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) et la Régie des rentes du Québec (RRQ) n'ont pas fait effectuer, par des ressources externes, des travaux, des études, des analyses ou des recherches en lien avec la fusion.

**TITRE 70 : Coûts associés à la fusion de la CARRA et de la Régie des rentes**

Aucun coût n'a été comptabilisé spécifiquement en 2018 au titre du regroupement.

**TITRE 71 : Impact de la mise en place de Retraite Québec sur le niveau d'effectifs ministériels, exprimé en ETC, en nombre d'employés, ventilé par type d'emploi**

L'un des objectifs de la mise en place de Retraite Québec est lié à la livraison d'économies, dont celles reliée aux effectifs. Jusqu'en 2018, les économies attendues au niveau des effectifs étaient de l'ordre de 120 ETC.

Soulignons cependant que les économies attendues au niveau des effectifs devaient provenir de l'attrition (départs à la retraite non remplacés et non comblement de certains postes devenus vacants).



**TITRE 72 : Préciser l'impact de la mise en place de Retraite Québec sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, les départs à la retraite, les fins de postes, les mises en disponibilité, nominations**

La mise en place de Retraite Québec au 1<sup>er</sup> janvier 2016 n'a pas engendré de transferts de postes, de départs à la retraite, de fins de postes ou de mises en disponibilité.

**TITRE 73 :    Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place de Retraite Québec**

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de l'année 2018.

**TITRE 74 :    Ventilation du budget de fonctionnement de Retraite Québec**

Le budget de fonctionnement de Retraite Québec pour 2019 (excluant la rémunération) totalise 139 M\$.

Catégories de dépense	Budget 2019
Équipement, ameublement et améliorations locatives	8 189 087 \$
Courrier et communications	11 156 085 \$
Frais de déplacement	1 183 678 \$
Services professionnels et techniques	40 685 740 \$
Expertises médicales externes	2 065 000 \$
Entretien et location d'immeuble	13 860 736 \$
Entretien et location informatique	12 472 151 \$
Fournitures	1 037 785 \$
Autres dépenses	167 966 \$
Dommages et intérêts	50 000 \$
Frais de perception des cotisations par RQ	19 597 000 \$
Participation au financement du TAQ	2 526 437 \$
Amortissement des immobilisations	17 462 057 \$
Intérêts sur billet à payer L.T.	315 869 \$
<b>Total :</b>	130 769 591 \$
Impact du passage aux normes comptables internationales d'information financières (IFRS) pour les RRSP	8 322 478 \$
<b>Total après le passage aux Normes IFRS:</b>	139 092 069 \$

**TITRE 75 : Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par  
Retraite Québec**

Le budget ajusté total de la rémunération de Retraite Québec pour 2019 est de 164,6 M\$ et se répartit comme suit :

	Budget ajusté (\$)
Effectifs réguliers et effectifs découlant du plan de conversion de postes de consultants <sup>1</sup>	163 132 627 \$
Autres effectifs (ex. : étudiants, stagiaires et autres)	1 455 039 \$
<b>Total</b>	<b>164 587 666 \$</b>

Note 1 : Ce budget ajusté inclut la coupure demandée par le Secrétariat du Conseil du trésor pour son exercice 2019-2020 et qui représente un ajustement à la baisse de 1 440 k\$ en rémunération pour l'exercice 2019 de Retraite Québec. Malgré le fait que Retraite Québec est un organisme fiduciaire, hors du périmètre comptable du gouvernement, elle a quand même été assujettie à la coupure.

**TITRE 76 :    Ventilation des économies réalisées depuis la mise en place de  
Retraite Québec**

Le regroupement de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) et de la Régie des rentes du Québec (Régie) devait permettre de générer des économies d'échelle principalement dans les unités de type « soutien » (ex. haute direction, administration, informatique, etc.). Certaines autres économies étaient aussi envisagées.

Le gouvernement avait annoncé à l'automne 2015, lors de l'adoption du projet de loi, que le regroupement permettrait des économies d'ici la fin de 2018 de l'ordre de 20 millions de dollars. Le tableau ci-dessous résume la provenance des économies cumulatives prévues et celles réalisées au 31 décembre 2018.

Nature des économies (en milliers de \$)	Prévision initiale cumulative pour 2018	Économies cumulatives pour 2018 <sup>(1)</sup>
Traitements et avantages sociaux	11 530 \$	13 134 \$
Autres dépenses de fonctionnement	8 486 \$	10 044 \$
<b>Total :</b>	<b>20 016 \$</b>	<b>23 178 \$</b>

<sup>(1)</sup> Les informations relatives aux économies réalisées sont sujettes à changement d'ici à leur approbation par le conseil d'administration et leur diffusion dans le rapport annuel de gestion.

**TITRE 78 : Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats**

Retraite Québec ne préside aucun de ces comités

**Liste**

Comité interministériel des responsables de programme d'aide aux employés de la colline parlementaire

Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)

Table patronale de Concertation en Santé et Sécurité du Travail (TPCSST)

- Réseau des répondants en matière de conflits et de harcèlement

Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail - secteur Administration provinciale (APSSAP)

Réseau des programmes d'aide aux employés

Réseau santé-sécurité

Assemblée des conseillers en relations du travail

Réseau des répondants en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail

Réseau des répondants en PMO

Réseau des répondants en matière de stage

Réseau des répondants en développement du leadership et des habiletés de gestion

Réseau des répondants en développement des compétences et pérennité de l'expertise

Réseau en gestion du changement

Réseau mobilisation au travail

Réseau des gestionnaires des responsables en développement

Réseau des répondants en gestion de la main-d'œuvre

Réseau des gestionnaires en gestion de la main-d'œuvre

Table d'échanges sur le sondage de mobilisation

Table de concertation en dotation

Table de concertation des moyens d'évaluation

Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec

Comité de travail permanent en accès et en protection des renseignements personnels

Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)

Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels gouvernementaux

Forum contre la fraude envers l'État

Comité aviseur du Dirigeant principal de l'information (DPI)

Forum des gestionnaires en technologies de l'information

TITRE 77 :

Ventilation, par année et par catégorie de dépenses, des frais d'administration concernant les dépenses de fonctionnement de Retraite Québec, depuis 3 ans

Frais d'administration<sup>(1)</sup> (en milliers de dollars)

Catégories de dépense	Retraite Québec 2018 <sup>(2)</sup>
Traitement et avantages sociaux	145 178 \$
Courrier et communications	10 513 \$
Services professionnels et techniques, et expertises médicales externes	23 595 \$
Entretien et location d'immeubles	13 541 \$
Entretien et location informatiques	13 324 \$
Frais pour la perception des cotisations par Revenu Québec	19 317 \$
Amortissement des immobilisations	16 537 \$
Frais de déplacement, fournitures, TAQ <sup>(3)</sup> et autres	4 737 \$
<b>Total avant les charges financières :</b>	<b>246 742 \$</b>
Charges financières <sup>(1)</sup>	515 \$
<b>Total des frais d'administration :</b>	<b>247 257 \$</b>
Impact du passage aux Normes comptables internationales d'information financières (IFRS) pour les RRSP <sup>(4)</sup>	9 593 \$
<b>Total des frais d'administration après le passage aux Normes IFRS :</b>	<b>256 850 \$</b>

(1) Les frais d'administration excluent les trop-payés de rentes et de prestations et les créances irrécouvrables.

(2) Les frais d'administration sont sujets à changement d'ici à leur approbation par le conseil d'administration et leur diffusion dans le rapport annuel de gestion.

(3) Retraite Québec participe au financement du Tribunal administratif du Québec (TAQ).

(4) Ces frais d'amortissement sont liés au passage vers les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les RRSP, lequel est en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**TITRE 78 : Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats**

Comité directeur de l'infonuagique
Comité de gouverne des technologies de l'information
Comité directeur du Service québécois de l'identité et de l'adresse
Comité directeur du projet de consolidation des centres de traitement informatique et service gouvernemental de traitement-stockage
Comité interministériel des coordonnateurs en gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre
Comité de concertation interministérielle sur la promotion des emplois dans la fonction publique
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupes d'échange : sur la gestion des centres de relation avec la clientèle, sur la formation à la tâche, sur les services en ligne, sur l'étalonnage, sur l'optimisation des processus d'affaires et l'assurance qualité, sur l'évaluation et le suivi des bénéfices des projets en lien avec les services clientèle, sur la mesure de la valeur client et sur la rigueur dans la gestion des fournisseurs et l'adéquation des besoins.</li> </ul>
Forum des directeurs des ressources humaines (FDRH)
Comité consultatif des solutions d'affaires gouvernementales en RH
Comité milieux de travail et mobilisation
Comité de co-développement en relations de travail
Forum des dirigeants des grands organismes (G7)
Forum des secrétaires généraux des organismes du gouvernement du Québec
Comité interministériel sur la simplification de l'accès aux services pour les citoyens et les entreprises
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information (Table des ROSI)
Regroupement des directrices et directeurs de l'administration du gouvernement du Québec (RDGA)
Table des conseillers en architecture d'entreprise
Comité Échange inter M/O sur le processus de livraison de solutions d'affaires
Table de collaboration en intelligence d'affaire dans la fonction publique
Table de concertation des organismes sur la mise en œuvre de la Loi 135
Comité sectoriel en gestion contractuelle
Comité des responsables de l'application des règles contractuelles (RARC)
Comité interministériel du développement durable (CIDD)
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)
Comité directeur interministériel sur les enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage
Comité consultatif du Forum des communicateurs gouvernementaux
Équipe de projet interministériel en communication pour le projet interministériel Services Québec



<b>TITRE 78 : Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats</b>
---

Groupe de travail sur l'offre de services en ligne du comité Stratégie d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales, du Ministère du conseil exécutif
---

Groupe de travail sur l'intégration des services en ligne à une plateforme unique gouvernementale du comité Stratégie d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales, du Ministère du conseil exécutif
--

Comité Entraide secteur public et parapublic
--

Comité interministériel de communication conciliation famille-travail-étude du Ministère de la Famille
--

Forum sur la révision administrative
--------------------------------------

Comité sur les disparités de traitement
---

Forum des responsables en vérification interne (FRVI)
---

Comité soutien aux proches aidants
------------------------------------

Comité de gouvernance et comité directeur de la Stratégie pour une administration publique numérique
--

- TITRES 79 et 80 :** Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2018-2019, indiquer :
- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération
  - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV
  - leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

- Liste des membres du conseil d'administration (CA), le poste qu'ils occupent, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat

Membres du CA (13; 4 postes sont vacants)

Nom	Titre	Date de début du mandat	Date de fin du mandat
M. Richard Fortier	Président du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2021
M. Michel Després	Président-directeur général	1 <sup>er</sup> janvier 2016	31 décembre 2019
M. Georges Cabana	Membre du CA	25 janvier 2017	24 janvier 2021
M <sup>me</sup> Sophie Fontaine-Bégin	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M <sup>me</sup> Ginette Fortin	Membre du CA	9 mars 2016	8 mars 2020
M <sup>me</sup> Mélanie Hillinger	Membre du CA	18 avril 2018	18 janvier 2020
M. Pascal Jean	Membre du CA	18 avril 2018	18 janvier 2020
M. Éloi Lafontaine Beaumier	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M. France Légaré	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M. Jacques Lussier	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M <sup>me</sup> Marie-Josée Naud	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M <sup>me</sup> Julie-Catherine Pélissier	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M. Jacques Thibault	Membre du CA	25 janvier 2017	24 janvier 2021

Aucune rémunération n'est versée aux membres du CA, à l'exception du président-directeur général (PDG) de Retraite Québec et du président du CA. Retraite Québec rembourse toutefois leurs frais de déplacement.

- Rémunération 2018 du président-directeur général : 179 636 \$
- Rémunération 2018 du président du conseil : 62 277 \$

Les CV des membres du CA sont disponibles sur le site Internet du Secrétariat aux emplois supérieurs, à l'adresse suivante : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/Nominations/Annee/2019>

**TITRES 79 et 80 :** Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2018-2019, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV
- leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

- Liste des personnes nommées ou dont le mandat a été renouvelé

Membres du CA nommés en 2018 et en 2019

Nom	Titre	Date de début du mandat	Date de fin du mandat
M <sup>me</sup> Mélanie Hillinger	Membre du CA	18 avril 2018	18 janvier 2020
M. Pascal Jean	Membre du CA	18 avril 2018	18 janvier 2020
M <sup>me</sup> Marie-Pier Langelier	Membre du CA	18 avril 2018	24 octobre 2018 (démission)

- Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Les frais de déplacement encourus par les membres du conseil d'administration en 2018 sont de : 29 500 \$.

**TITRE 81 :** Coûts associés à la mise en place de Retraite Québec : la formation, la publicité, le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique, l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement, les baux résiliés et locaux vacants, l'achat de matériel et tout autre coût de transition

Aucun coût n'a été comptabilisé spécifiquement en 2018 au titre du regroupement.

**TITRE 82 :**    **Concernant le bureau de la présidence :**  
**Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents**  
**Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre**  
**Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation**  
**Liste des participations à des colloques, à des congrès et listes des participants, incluant les coûts afférents**

Les frais concernant le bureau de la présidence pour l'année 2018 sont de 4 315 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**).

**TITRE 83 : Depuis 10 ans, présenter l'évolution annuelle du nombre de plaintes concernant les régimes de retraite du secteur public (anciennement administrés par la CARRA), et spécifier leur cause principale**

**État de situation des plaintes au 31 décembre 2018**

	2018
Plaintes traitées (Régimes de retraite du secteur public)	224
Plaintes classées fondées (Régimes de retraite du secteur public)	64

Une plainte est classée *fondée* lorsque l'analyse des faits démontre au moins un des éléments suivants :

- Une erreur commise par Retraite Québec;
- Un non-respect des normes d'usage en matière de services à la clientèle ou des engagements énoncés dans la Déclaration de services aux citoyens;
- Un écart entre les façons de faire et l'application des lois, des règlements, des politiques, des directives ou des procédures administratives en vigueur.

**Causes principales des plaintes**

Les sujets qui ont suscité le plus d'insatisfaction en 2018 sont les suivants :

- Les services rendus par l'organisation (délais de traitement, conformité, etc.);
- Certains aspects légaux qui régissent les régimes et les programmes de Retraite Québec.

**TITRE 84 :**    **Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années, par mois, en indiquant :**

- a. le nombre et le pourcentage d’agents qui traitent ces dossiers;**
- b. le nombre d’heures supplémentaires payées à ces agents et le montant total alloué au paiement de ces heures supplémentaires;**
- c. le délai.**

Pour la réponse à cette question, référez-vous au titre 1.

**TITRES 85-86-87 : Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par catégories d'emploi et par ministère, réseau et régime**

2018

Réseau de l'éducation	
RRAPSC	2
RRAS	4
RRCE	2
RRE	55
RREGOP	12 153
RREM	13
RRF	2
RRMSQ	0
RRPE	539
<b>Total</b>	<b>12 770</b>

Municipalité	
RRAS	0
RREGOP	34
RREM	203
RRPE	0
RRMCM	0
<b>Total</b>	<b>237</b>

Santé et services sociaux	
RRAPSC	16
RRAS	59
RREFQ	1
RREGOP	12 137
RREM	4
RRF	1
RRPE	822
<b>Total</b>	<b>13 040</b>

Fonction publique	
RRAPSC	110
RRAS	49
RRCJAJ	9
RRE	2
RREFQ	19
RREGOP	4 830
RREM	11
RRF	6
RRJCQM	15
RRMAN	35
RRMSQ	210
RRPE	491
RRMCM	0
<b>Total</b>	<b>5 787</b>

Total tous réseaux confondus	
RRAPSC	128
RRAS	112
RRPE	1 852
RRCJAJ	9
RRE	57
RREFQ	20
RREGOP	29 154
RREM	231
RRF	9
RRJCQM	15
RRMAN	35
RRMCM	0
RRMSQ	210
RRCE	2
<b>TOTAL</b>	<b>31 834</b>

**Légende**  
RRAPSC : Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  
RRAS : Régime de retraite de l'administration supérieure  
RRCE : Régime de retraite de certains enseignants  
RRE : Régime de retraite des enseignants  
RREGOP : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics  
RREM : Régime de retraite des élus municipaux  
RRF : Régime de retraite des fonctionnaires  
RRMAN : Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  
RRPE : Régime de retraite du personnel d'encadrement  
RRCJAJ : Régime de retraite de certains juges nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001  
RREFQ : Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec  
RRJCQM : Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales  
RRMSQ : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec  
RRMCM : Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités  
RRCHCN : Régime de retraite de certains employés du Centre hospitalier Côte-des-Neiges.



**TITRES 85-86-87 : Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par catégories d'emploi et par ministère, réseau et régime**

Demandes reçues avec et sans lien d'emploi par secteur et par régime 2018																																		
Mois	Education								Total Education	Fonction publique												Total Fonction publique	Municipalité		Total Municipalité	Santé et services sociaux							Total Santé et services sociaux	Total général
	RRAPSC	RRAS	RRCE	RRE	RREGOP	RREM	RRF	RRPE		RRAPSC	RRAS	RRCJAJ	RRE	RREFQ	RREGOP	RREM	RRF	RRMAN	RRMSQ	RRPE	RRCJQ		RREGOP	RREM		RRAPSC	RRAS	RREFQ	RREGOP	RREM	RRF	RRPE		
Janvier	1			8	1269	1	1	35	1315	12	6	3	1	3	466				37	57	2	587	7	43	50	2	12		1130		1	91	1236	3188
Février				4	943	2		44	993	5	1				398	3		1	31	25	2	466	2	26	28	1	5		1021	2		59	1088	2575
Mars				4	1202	2		33	1241	9	3	1		3	389		3		17	39	1	465	6	23	29	1	6		1164			73	1244	2979
Avril	1	1	1	4	1705	2		69	1783	8	4	1	1	2	460	2		1	20	45	4	548	8	19	27	1	6		1098			65	1170	3528
Mai				5	1366	3		77	1451	15	4	1		1	446		1		13	55	1	537	2	18	20	1	8		1164	1		71	1245	3253
Juin		1	1	1	821		1	47	872	4	5			1	416	1		2	10	32	1	472	1	13	14	1			861			63	925	2283
Juillet				2	761			31	794	5	3			3	397	1		2	6	42	1	460		7	7	3	5		943			65	1016	2277
Août				12	891	1		18	922	5	6			1	329		1	2	13	28	1	386	1	12	13		7	1	838			44	890	2211
Septembre		1		5	721			35	762	3	5			2	298			6	10	22	1	347	4	9	13	2	2		868			64	936	2058
Octobre				6	950	2		58	1016	11	5	2		1	379	1		15	16	48	1	479	1	14	15	3	1		1221			80	1305	2815
Novembre				2	930			42	974	13	3	1		1	507	2		4	17	53		601	2	12	14	1	2		1086	1		85	1175	2764
Décembre		1		2	594			50	647	20	4			1	345	1	1	2	20	45		439		7	7		5		743			62	810	1903
Total	2	4	2	55	12153	13	2	539	12770	110	49	9	2	19	4830	11	6	35	210	491	15	5787	34	203	237	16	59	1	12137	4	1	822	13040	31834

Les régimes de retraite du secteur public de Retraite Québec ont l'information par réseau et par employeur. Il est difficile pour les régimes de retraite du secteur public (RRSP) d'avoir cette ventilation par employeur, notamment dû au fait que pour les réseaux de la santé et de l'éducation, les participants ont parfois plusieurs employeurs.

La catégorie d'emploi n'est pas compilée étant donné que cette donnée est non nécessaire pour l'administration et le calcul du régime de retraite du secteur public. Par contre, le nom du régime de retraite du participant est disponible, ce qui est un bon indicateur pour connaître la catégorie d'emploi.  
(Ex.:RRPE = Emploi d'encadrement)

**TITRE 88 :** Liste de tous les régimes de retraite du secteur public administrés par Retraite Québec. Inclure :

- le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années;
- l'actif constitué, les obligations actuarielles, le surplus/déficit, et le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années

Régimes de retraite	Nombre de retraités au 31 décembre 2018	Nombre de participants actifs au 31 décembre 2018 <sup>(1)</sup>
RREGOP	282 491	552 168
RRPE	31 773	27 697
RRE	29 547	1
RRF	11 005	2
RRCE	3 938	14
RREM	2 636	1 912
RRMCM	151	0
RRMSQ	4 912	5 522
RRAPSC	1 870	4 079
RRMAN	372	125
Régimes des juges	254	355
Protecteur du citoyen	7	3
Régimes particuliers <sup>(2)</sup>	4	0
RRCHCN	78	0
RREFQ	212	100
TOTAL	369 250	591 978

<sup>(1)</sup> Sur la base des données préliminaires.  
<sup>(2)</sup> Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent et Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount.

**TITRES****89-90-91-92 :**

89. Parmi les régimes de retraite administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA), combien sont en déficit à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions 2019-2020
90. La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite
91. Parmi les régimes de retraite administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA), combien ont des surplus à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions pour 2019-2020
92. La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime

L'information est disponible dans le Rapport annuel de gestion de Retraite Québec à l'adresse suivante : <https://www.retraitequebec.gouv.qc.ca/fr/retraite-quebec/Pages/rapport-annuel-de-gestion.aspx>

**TITRE 93 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite publics, notamment sur le plan du partage des coûts et de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite. Coûts pour ces travaux, études et analyses**

En 2018, il n'y a pas eu de travaux, études, analyses et recherches réalisés par ou pour Retraite Québec concernant des modifications possibles aux régimes de retraite du secteur public qu'elle administre.

Par ailleurs, si des travaux avaient été effectués par Retraite Québec pour des régimes de retraite qu'elle administre à la demande de ses clients (ex. : parties négociantes et comités de retraite), Retraite Québec ne pourraient rendre publics de tels travaux, car ils sont la propriété de ses clients.

**TITRE 94 : Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la publication d'un nouveau plan stratégique. Fournir la liste et les dates des rencontres tenues. Coûts pour ces travaux, études et analyses**

Les démarches relatives à l'élaboration du prochain plan stratégique se sont amorcées en 2018 et elles sont actuellement en cours. L'entrée en vigueur du prochain plan est prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## **TITRE 95 : Échéancier pour la présentation d'un nouveau plan stratégique**

Selon la Loi sur Retraite Québec (RLRQ, c. R-26.3), le chapitre II de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, c. A-6.01) s'applique à Retraite Québec. Ainsi, le ministre doit transmettre au gouvernement le projet de plan stratégique de Retraite Québec au moins 60 jours avant la date où il entend en faire le dépôt à l'Assemblée nationale.

Le Plan stratégique 2017-2019 de Retraite Québec, déposé par le ministre à l'Assemblée nationale le 25 avril 2017, prendra fin le 31 décembre 2019.

Un échéancier pour la réalisation du prochain plan stratégique a été déposé au conseil d'administration de Retraite Québec en 2018, en vue d'une entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**TITRE 96 : Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TITRE 97 :    Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



## **TITRE 98 :    Nombre de saisies et de réductions de rente effectuées par Retraite Québec depuis les dix dernières années**

### **Contexte**

Pour les régimes de retraite du secteur public (RRSP), Retraite Québec dispose d'un délai légal de 24 mois après la date de la retraite pour détecter et réviser les rentes immédiates. Un délai administratif additionnel de 12 mois peut être utilisé si nécessaire pour effectuer la correction. Les demandes dites hors délai correspondent aux révisions à la baisse qui n'ont pu être traitées à l'intérieur du délai administratif additionnel de 12 mois. Dans le cadre de la révision légale, une modification à la baisse est généralement due à une modification des données en provenance de l'employeur reçues après la prise de la retraite.

### **Données**

Au 31 décembre 2018, 284 rentes ont été révisées à la baisse. Ce nombre se répartit de la façon suivante :

- 273 pour des retraites prises en 2016 et 2017 (24 mois);
- 11 pour des retraites de 2015 (36 mois).

- TITRE 99 :**    **Nombre d'erreurs de traitement de dossier depuis dix ans.**  
**Indiquer :**
- a.   Le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers**
  - b.   Le délai**
  - c.   Le nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs**
  - d.   Le montant moyen du remboursement demandé**
  - e.   Nombre d'erreurs de traitement de dossier depuis dix ans**
  - f.   Le nombre d'années en moyenne entre les erreurs et les demandes de remboursement**

Pour la réponse à cette question, référez-vous au titre 54.

**TITRE 100 : Liste des projets informatiques depuis dix ans**

Voir la réponse à la question 60.

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Concernant la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018, l'information relative aux contrats est présentée dans le tableau ci-dessous.			
Pour les contrats de plus de 25 000 \$, veuillez référer aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.			
Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE DE SOLlicitATION
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
7LOGIQUES INC.	MANAGEMENT 3.0	2 997,00\$	GRÉ À GRÉ
ACTI-COM INC.	ÉCRITURE STRATÉGIQUE	2 450,00\$	GRÉ À GRÉ
ACTI-COM INC.	ÉCRITURE STRATÉGIQUE	2 449,92\$	GRÉ À GRÉ
ACTI-COM INC.	RÉDACTION PERSUASIVE	4 700,00\$	GRÉ À GRÉ
ADRENALINE SOLUTIONS D'AFFAIRES	RENOUVELLEMENT DE L'HÉBERGEMENT DE MAIL IT SAFE	8 290,00\$	GRÉ À GRÉ
ALIA CONSEIL INC.	ACCOMPAGNEMENT ET CONSEILS EN MATIÈRE DE GESTION ORGANISATIONNELLE	6 510,00\$	GRÉ À GRÉ
AMARO EAU DE SOURCE	APPROVISIONNEMENT EN EAU DE SOURCE DRUMMONDVILLE DU 1ER FEVRIER 2018 AU 31 JANVIER 2020	1 500,60\$	SUR INVITATION
AMBULANCE SAINT-JEAN, CONSEIL DU QUEBEC	TROUSSES DE PREMIERS SOINS ET FOURNITURES	1 226,89\$	GRÉ À GRÉ
AMEUBLEMENTS TANGUAY	ACHAT DE 2 TÉLÉVISEURS ET SUPPORT	1 145,98\$	SUR INVITATION
ANIXIS	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN PASSWORD POLICY ENFORCER (PPE) 2018-2021	6 956,91\$	GRÉ À GRÉ
ANNE LATULIPPE	TRAVAUX EN CONTRÔLE INTERNE ET MANDATS À CARACTÈRE FINANCIER	4 000,00\$	GRÉ À GRÉ
ARSENAL CONSEILS INC.	ACCOMPAGNEMENT POUR LA STRATÉGIE DE DÉPLOIEMENT DE L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE RETRAITE	23 100,00\$	GRÉ À GRÉ
ASSOCIATE OF THE SOCIETY OF ACTUARIES (ASA)	DESIGN AND ACCOUNTING EXAM (AUTOMNE 2018)	1 796,16\$	GRÉ À GRÉ
ASSOCIATE OF THE SOCIETY OF ACTUARIES (ASA)	FAP FINAL ASSESSMENT	1 656,18\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
ASSOCIATE OF THE SOCIETY OF ACTUARIES (ASA)	FAP FINAL ASSESSMENT	1 639,56\$	GRÉ À GRÉ
ATALASOFT INC.	ENTRETIEN DU LOGICIEL DOTIMAGE	5 827,68\$	GRÉ À GRÉ
ATELIER ÉBÉNISTERIE A. LIZOTTE	TRAVAUX D'ÉBINISTERIE À PLACE DE LA CITÉ	2 106,05\$	GRÉ À GRÉ
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	COURS D'ANGLAIS	1 065,00\$	GRÉ À GRÉ
AUDIOTHEQUE L'OREILLE QUI LIT	ABONNEMENT AU SERVICE D'APPELS SUR SERVEUR VOX - RENTE D'INVALIDITÉ AUDIOTHEQUE 2018-2019	2 600,00\$	GRÉ À GRÉ
AV TECH INC.	RÉPARATION DU SYSTÈME D'ACCÈS À PLACE DE LA CITÉ	1 880,00\$	GRÉ À GRÉ
AV TECH INC.	ENTRETIEN ET RÉPARATION DES LECTEURS DE CARTES D'ACCÈS À PLACE DE LA CITÉ DU 2018-04-01 AU 2019-03-31	3 000,00\$	GRÉ À GRÉ
AV TECH INC.	RÉPARATION ET REMPLACEMENT CONTRÔLEUR ET CÂBLAGE À PLACE DE LA CITÉ	1 952,94\$	GRÉ À GRÉ
AVEPOINT CANADA LTD.	RENOUVELLEMENT CONTRAT D'ENTRETIEN DE LICENCE DOCAVE 6, DU 1 MAI 2018 au 30 AVRIL 2019	4 032,00\$	GRÉ À GRÉ
BATIVAC CLIMATISATION INC.	ENTRETIEN DU CLIMATISEUR LIEBERT CHALLENGER 3000 BUREAU DE MONTRÉAL 1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019	2 072,00\$	SUR INVITATION
BELL CANADA	SERVICES TECHNIQUES POUR LES LIGNES TÉLÉPHONIQUES AVEC BELL CANADA POUR LA COLLINE	20 000,00\$	GRÉ À GRÉ
BELL CANADA	ACQUISITION DE JETONS RSA SECURID	6 189,33\$	SUR INVITATION
BELL CANADA	ACQUISITION DE DEUX (2) LICENCES SPEECH ATTENDANT AVEC MAINTENANCE	2 323,20\$	SUR INVITATION
BELL CANADA	JETON ETOKEN - ACHAT	2 005,00\$	SUR INVITATION
BERATUNG TECHNOLOGIE BUSINESS SERVICE	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DU LOGICIEL DE VISIONNEMENT	2 005,96\$	GRÉ À GRÉ
BERLITZ CANADA	FORMATION EN ANGLAIS DES AFFAIRES	5 062,20\$	GRÉ À GRÉ
BERNIER GILLES	ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	5 000,00\$	GRÉ À GRÉ
BINATEK INC.	MAINTENANCE DU LECTEUR CANON MS350 CANON	1 000,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
BOUCHARD MANON	LA MALADIE DE PARKINSON	1 000,00\$	GRÉ À GRÉ
BOUTIQUES METIERS D'ART DU QUEBEC	RECONNAISSANCE DES RETRAITES POUR L'ANNEE 2019	10 625,00\$	GRÉ À GRÉ
BUREAU DE NORMALISATION DU QUEBEC (BNQ)	CERTIFICATION À LA NORME ENTREPRISE EN SANTÉ	16 608,00\$	GRÉ À GRÉ
BUROCOM	CONTRAT D'ENTRETIEN DES DIX (10) PHOTOCOPIEURS DU 15 MAI 2018 AU 14 MAI 2019	3 000,00\$	GRÉ À GRÉ
BUROCOM	ACHAT, LIVRAISON ET INSTALLATION D'UN PHOTOCOPIEUR SHARP MXM232D AU SPN RRQ-SAE	1 991,25\$	GRÉ À GRÉ
CA TECHNOLOGIES	RENOUVELLEMENT POUR LE SOUTIEN DES MISES À JOUR DES 50 LICENCES CA SERVICE DESK MANAGER	22 712,00\$	GRÉ À GRÉ
CBCI TELECOM	CONTRAT D'ENTRETIEN DES COMPOSANTES DE VISIO CONFÉRENCE CISCO	15 875,44\$	SUR INVITATION
CBCI TELECOM	ACQUISITION DE PROJECTEURS, SUPPORTS, LAMPES ET INSTALLATION POUR 3 NOUVELLES SALLES AU 7E ÉTAGE À PDC	7 877,00\$	SUR INVITATION
CEDROM-SNI	LICENCE DE REDISTRIBUTION DE LA REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE (GESTIONNAIRE DE DROITS DECROM-SNI)	9 696,81\$	GRÉ À GRÉ
CENTRE D'EXPERTISES DES GRANDS ORGANISMES (CEGO)	COLLOQUE DU CEGO 2018	9 595,00\$	GRÉ À GRÉ
CENTRE MICROBUR	AMÉLIORATION DU STYLE ET DE LA SYNTAXE	3 230,00\$	GRÉ À GRÉ
CENTRE MICROBUR	ATELIER POUR L'AMÉLIORATION DU FRANÇAIS ÉCRIT	1 670,00\$	GRÉ À GRÉ
CENTRE MICROBUR	ATELIER POUR L'AMÉLIORATION DU FRANÇAIS ÉCRIT	1 670,00\$	GRÉ À GRÉ
CHAREST AMELIE	CONFÉRENCE EN SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE AU TRAVAIL	1 600,00\$	GRÉ À GRÉ
CLIMTECH INC.	ENTRETIEN ET INSPECTION DES CLIMATISEURS SALLE DES SERVEURS DU 150 R L (2018-06-01 À 2019-05-31)	7 410,00\$	GRÉ À GRÉ
COACHING QUEBEC FORMATIONS	MASTER COACH CORPORATIF	2 300,00\$	GRÉ À GRÉ
COMCOMTECH INC.	SERVICES DE TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS	12 500,00\$	GRÉ À GRÉ
COMPUGEN INC.	SHAREGATE - ABONNEMENT	11 571,56\$	SUR INVITATION

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'ENTRETIEN DE LA LICENCE DE SERVEUR POUR LES JETONS SECURID	6 568,80\$	SUR INVITATION
COMPUGEN INC.	ARTICULATE STORYLINE 3 - ACHAT	5 789,56\$	SUR INVITATION
COMPUGEN INC.	SQL DATA COMPARE STANDARD - ACHAT	8 879,00\$	SUR INVITATION
COMPUGEN INC.	ACQUISITION DE TROIS (3) LICENCES ARTICULATE STORYLINE 3	6 154,26\$	SUR INVITATION
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	LES APPROCHES MIXTES EN FORMATION	2 500,01\$	GRÉ À GRÉ
CONSULIS ENVIRONNEMENT DE BUREAU INC.	SUPPPORT À DOCUMENTS	1 750,00\$	GRÉ À GRÉ
CONVERGE NET INC.	ACQUISITION DE LICENCES MCAFEE (50, DE 2 TYPES DIFFÉRENTS) (INCLUANT 1 AN D' ENTRETIEN)	3 652,00\$	GRÉ À GRÉ
COPIBEC	LICENCE POUR DROITS D'AUTEUR POUR LA REPRODUCTION DE LA REVUE DE PRESSE	5 500,00\$	GRÉ À GRÉ
CYBER 3D	AJOUT DE LICENCES ANTIDOTE 9 FR. ET MAINTENANCE ANNUELLE	9 370,40\$	SUR INVITATION
DANIELLE BEAULIEU	VÉRIFICATION DE L'ADMISIBILITÉ POUR LA QUALIFICATION D'AGENTS DE RENTES DE RETRAITES ET D'ASSURANCES	15 750,00\$	GRÉ À GRÉ
DANY MCCARTHY CONSULTANT INC.	SERVICES-CONSEILS POUR LE PROJET MTA	20 825,00\$	GRÉ À GRÉ
DE MARQUE	ABONNEMENT EN LIGNE AU PETIT ROBERT POUR 2000 UTILISATEURS DE RETRAITE QUÉBEC	8 373,75\$	GRÉ À GRÉ
DEMAND TECHNOLOGY SOFTWARE INC.	ENTRETIEN DE LICENCES SPÉCIALISÉES POUR SUIVI DE LE PERFORMANCE DES SERVEURS WINDOWS	15 786,00\$	GRÉ À GRÉ
DÉMÉNAGEMENT OUTAOUAIS INC.	DÉMÉNAGEMENT DE POSTE À GATINEAU	1 125,00\$	GRÉ À GRÉ
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FORMULAIRES PRESTATION D'INVALIDITÉ, STATUT D'IMMIGRANT AU CANADA	4 657,00\$	SUR INVITATION
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	BROCHURES EN CAS D'INVALIDITÉ FRANÇAIS ANGLAIS	2 074,00\$	SUR INVITATION
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE LA BROCHURE «QUAND ARRIVE LA RETRAITE»	1 862,00\$	SUR INVITATION
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DU DÉPLIANT DESTINATION-RETRAITE	1 720,05\$	SUR INVITATION

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	PAPIER EN-TÊTE	3 801,00\$	SUR INVITATION
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE LA BROCHURE «EN CAS D'INVALIDITÉ» 1163-RRQ	3 327,00\$	SUR INVITATION
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE LA BROCHURE «QUAND ARRIVE LA RETRAITE»	4 506,00\$	SUR INVITATION
DIGITAL RIVER GMBH	IMAGING.NET SDK et PDF READER - ACHAT	15 353,90\$	GRÉ À GRÉ
DOCTEUR MATHIEU COTE INC	VERTIGES PÉRIPHÉRIQUES ET MALADIE DE MÉNIÈRE (PARTIE 1)	1 000,00\$	GRÉ À GRÉ
DONNELEY FINANCIAL SOLUTIONS CANADA CORPORATION	ENTRETIEN ET SUPPORT TECHNIQUE POUR LES MODULES MULTI-TRANS	7 576,50\$	GRÉ À GRÉ
DR NOREAU PIERRE	TÉMOIGNAGE À LA COUR□	4 000,00\$	GRÉ À GRÉ
ECMOR QUEBEC INC.	TRAVAUX DE CÂBLAGE AU 150 RENÉ LÉVESQUE	1 105,00\$	GRÉ À GRÉ
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	REMPLACEMENT DU CHAUFFE MOTEUR SUR LA GÉNÉRATRICE CATERPILLAR 3412	1 550,08\$	GRÉ À GRÉ
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	TRAVAUX ÉCLAIRAGE ET VENTILATION (475 JACQUES-PARIZEAU)	1 550,00\$	GRÉ À GRÉ
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	PROCÉDER À LA DISPOSITION DU CONTENU DES BACS INTÉGRÉS AUX ILOTS DE RÉCUPÉRATION (475 JACQUES-PARIZEAU)	5 399,45\$	GRÉ À GRÉ
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	SURVEILLANCE ET SUIVI DES ALARMES À LA CONSOLE DU 475 JACQUES-PARIZEAU	4 000,00\$	GRÉ À GRÉ
EGR INC.	ASSURANCE	7 026,00\$	GRÉ À GRÉ
ELIXIR TECHNOLOGIES CORPORATION	ENTRETIEN DES LICENCES ELIXIR	14 660,39\$	GRÉ À GRÉ
ENCADREMENTS STE-ANNE	RECONNAISSANCE DES RETRAITÉS POUR L'ANNÉE 2019	5 000,00\$	GRÉ À GRÉ
ENTERPRISE LOCATION D'AUTOS	LOCATION D'UN CAMION CUBE DE 16 PIEDS	1 250,00\$	GRÉ À GRÉ
ENTERPRISE LOCATION D'AUTOS	LOCATION D'UN CAMION CUBE DE 16 PIEDS	1 250,00\$	GRÉ À GRÉ
ENTERPRISE LOCATION D'AUTOS	LOCATION D'UN CAMION CUBE DE 16 PIEDS	1 250,00\$	GRÉ À GRÉ



**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
ENVELOPPE CONCEPT INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES H-055 ET H-056	4 534,20\$	SUR INVITATION
ENVELOPPE CONCEPT INC.	IMPRESSION DE DIVERSES ENVELOPPES	20 490,34\$	SUR INVITATION
ENVELOPPE ROYAL INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPE E-03 POUR LA COLLINE	3 218,75\$	SUR INVITATION
ENVELOPPE ROYAL INC.	ENVELOPPES POCHETTES	6 521,25\$	SUR INVITATION
ENVELOPPE ROYAL INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPE E-232	12 375,00\$	SUR INVITATION
ENVELOPPE ROYAL INC.	IMPRESSION DE DIVERSES ENVELOPPES POUR MONTRÉAL	1 453,30\$	SUR INVITATION
ENVELOPPE ROYAL INC.	IMPRESSION DE DIVERSES ENVELOPPES RRQ	17 655,00\$	SUR INVITATION
EQUIPE GLO	STRATÉGIE NUMÉRIQUE POUR LA CAMPAGNE SUR LA PLANIFICATION FINANCIÈRE	8 000,00\$	GRÉ À GRÉ
ÉQUIPEMENT G.N. JOHNSTON LTÉE	FORMATION DES CARISTES	1 420,00\$	GRÉ À GRÉ
ÉQUIPEMENT G.N. JOHNSTON LTÉE	FORMATION DES CARISTES	1 180,00\$	GRÉ À GRÉ
ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	EXPERIMENTATION DE L'AUTOMATISATION DE PROCESSUS PAR LA ROBOTISATION	24 000,00\$	GRÉ À GRÉ
EVEIL CONSEIL	COACHING PROFESSIONNEL	6 125,00\$	GRÉ À GRÉ
FADOQ-RÉGIONS DE QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	LOCATION D'UN KIOSQUE AU SALON FADOQ 50 ANS ET PLUS	1 695,00\$	GRÉ À GRÉ
FD JUL INC.	ACHAT ET INSTALLATION D'ÉTAGÈRES AU 5E ÉTAGE (PLACE DE LA CITÉ)	3 004,96\$	GRÉ À GRÉ
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	TRAVAUX DE PLOMBERIE À L'ENTREPÔT DE PLACE DE LA CITÉ	1 114,91\$	GRÉ À GRÉ
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	TRAVAUX DE NATURE ÉLECTRIQUE AU 150 RENÉ LÉVESQUE	1 000,00\$	GRÉ À GRÉ
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	RÉAMÉNAGEMENT DE PLACE DE LA CITÉ	14 958,72\$	GRÉ À GRÉ
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	TRAVAUX DE PLOMBERIE À PLACE DE LA CITÉ	4 577,39\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	TRAVAUX DE CONSTRUCTION À PLACE DE LA CITÉ	9 524,10\$	GRÉ À GRÉ
FORRESTER RESEARCH INC	ABONNEMENT FORRESTER	19 500,00\$	GRÉ À GRÉ
FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUEBECOISE	COLLOQUE ANNUEL 2018	8 400,00\$	GRÉ À GRÉ
FOURNITURES DE BUREAU DENIS	TABLEAU BLANC SUR ROUES MAGNÉTIQUE ET RÉVERSIBLE 6 X 4'	1 399,98\$	SUR INVITATION
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.	ENTRETIEN DES LICENCES MACROSCOPE	6 353,24\$	GRÉ À GRÉ
GDI SERVICES (QUEBEC) S.E.C.	ENTRETIEN MÉNAGER DES SALLES DE BAIN À PLACE DE LA CITÉ	6 924,03\$	GRÉ À GRÉ
GDI SERVICES (QUEBEC) S.E.C.	ENTRETIEN MÉNAGER	11 000,00\$	GRÉ À GRÉ
GENESYS LABS CANADA	CONTRAT DE MAINTENANCE ET SUPPORT ÉTENDU DU COMPOSANT T-SERVER CS1000 DE GENESYS	16 766,00\$	GRÉ À GRÉ
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	ENTRETIEN MÉNAGER DU BUREAU DE MONTRÉAL	6 500,00\$	GRÉ À GRÉ
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	AMEUBLEMENT AU BUREAU DE RETRAITE QUÉBEC À MONTRÉAL	1 434,76\$	GRÉ À GRÉ
GESTION B.L. INC.	SERVICE D'INSTALLATION, DE RÉAMÉNAGEMENT ET DÉMÉNAGEMENT À PLACE DE LA CITÉ	1 680,00\$	GRÉ À GRÉ
GESTION MANON CLEROUX INC.	MANDAT D'ACCOMPAGNEMENT EN GESTION ORGANISATIONNELLE	3 010,00\$	GRÉ À GRÉ
GESTION MANON CLEROUX INC.	REALISATION DE RENCONTRES DE TRAVAIL ET D'ECHANGES.	4 795,00\$	GRÉ À GRÉ
GESTION MARCEL GEMME INC.	COACHING PROFESSIONNEL	3 600,00\$	GRÉ À GRÉ
GESTION USD INC.	POUBELLE RECYCLAGE	1 090,00\$	GRÉ À GRÉ
GLOBALSCAPE	ENTRETIEN DU LOGICIEL ELIXIR	2 487,44\$	GRÉ À GRÉ
GP-QUÉBEC	COLLOQUE DE GP-QUÉBEC 2018	2 262,51\$	GRÉ À GRÉ
GRANDITE	ENTRETIEN ANNUEL DES LICENCES SILVERRUN	5 450,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
GROUPE APTAS INC.	BOITES POUR DOSSIERS	2 076,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE AUDAZ	RÉIMPRESSION DE DIVERS FORMULAIRES DE RETRAITE QUÉBEC B001, B076, B077,PG812,PF831	8 755,11\$	SUR INVITATION
GROUPE AUDAZ	IMPRESSION DE LA BROCHURE «VOUS VOUS SÉPAREZ»	3 814,92\$	SUR INVITATION
GROUPE CONSEIL INTEGRIM	KOFAX CAPTURE - ACHAT	10 000,65\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE DALLAIRE INC.	ENTENTE DE SERVICES 2018-2019	15 000,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	FORMATION DES FORMATEURS	4 050,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	LEAN SIX SIGMA	2 520,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	MISE EN PLACE D'UNE ÉQUIPE KANBAN	1 455,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	CEINTURE VERTE LEAN SIX SIGMA	2 520,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	FORMATION POUR ÉTABLIR DE SOLIDES BASES POUR RÉUSSIR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION À L'AIDE D'UNE ARCHITECTURE D'AFFAIRE	3 220,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	ADMINISTERING SYSTEM CENTER CONFIGURATION MANAGER AND INTUNE	2 425,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE EDGENDA INC.	FORMATION POUR ÉTABLIR DE SOLIDES BASES POUR RÉUSSIR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION À L'AIDE D'UNE ARCHITECTURE D'AFFAIRE	3 220,00\$	GRÉ À GRÉ
GROUPE PRO-EXPO	LOCATION D'UN ESPACE ET D'UN KIOSQUE AU SALON CARREFOUR 50 ANS ET PLUS	1 650,00\$	GRÉ À GRÉ
ICO TECHNOLOGIES INC.	ENTRETIEN DE LA SOLUTION D'HORODATEUR TARGET DU 1ER DÉCEMBRE 2018 AU 31 MARS 2019	7 632,00\$	GRÉ À GRÉ
IMDS CANADA	SUPPORT ET ENTRETIEN 2018-2019 POUR LES LICENCES DU LOGICIEL AD DOC'IIM	16 330,00\$	GRÉ À GRÉ
IMDS CANADA	RENOUVELLEMENT DE LA MAINTENANCE ET L'UTILISATION DE LA SOLUTION STREAMDIFF	13 892,45\$	GRÉ À GRÉ
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	IMPRESSION DE 59 000 PAPILLONS EN CAS D'INTERRUPTION DES SERVICES DE POSTES CANADA	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	RÉIMPRESSION D'UN PAPILLON EN CAS D'INTERRUPTION DES SERVICES DE POSTES CANADA	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2017 (IMPRESSION)	5 969,01\$	SUR INVITATION
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	IMPRESSION DE PAPILLON EN CAS D'INTERRUPTION DES SERVICES DE POSTES CANADA. volet	2 495,00\$	SUR INVITATION
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	IMPRESSION DE BROCHURES	1 749,00\$	SUR INVITATION
IMPRESSIONS DE BEAUCE INC.	RÉIMPRESSION DE DIVERS FORMULAIRES	4 250,65\$	SUR INVITATION
IMPRESSIONS LUMA INC.	IMPRESSIONS DIVERSES RRSP	4 687,05\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	IMPRESSION DE DIVERS FORMULAIRES	6 281,40\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE RAYMOND SIMARD INC.	IMPRESSION «LA COORDINATION DE VOTRE RÉGIME DE RETRAITE AU RRQ (RRSP)»	1 368,00\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION DE BROCHURES POUR MIEUX CONNAITRE LE CRI ET LE FVR	1 297,00\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION DU DÉPLIANT BIENVENUE AU RRQ	3 082,66\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION DE PAPILLON PIPR FRANÇAIS ANGLAIS	1 578,78\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION DE PAPILLONS, AVIS ANNUEL- SAFS	11 294,90\$	SUR INVITATION
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION DE BROCHURES "POUR MIEUX CONNAÎTRE LE CRI ET LE FRV"	1 913,00\$	SUR INVITATION
INFORMATIQUE PRO CONTACT	SUPPORT SUR LA SOLUTION COMMVAULT	2 659,25\$	GRÉ À GRÉ
INFORMATIQUE PRO CONTACT	ACHAT DE LICENCES ADOBE CREATIVE CLOUD ET ADOBE CAPTIVATE 2017	5 113,00\$	SUR INVITATION
INFORMATIQUE PRO CONTACT	ACQUISITION DE 11 IPAD WI-FI + CELLULAR 32 GO - GRIS COSMIQUE - MP1J2CL/A	6 215,00\$	SUR INVITATION
INFORMATIQUE PRO CONTACT	DISQUES SSD	3 264,00\$	SUR INVITATION
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT D'ENTRETIEN POUR QUATRE-VINGT-SIX (86) LICENCES REDGATE SQL DATA COMPARE STANDARD	19 760,19\$	SUR INVITATION
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT WEBTRENDS WAREHOUSE	10 872,73\$	SUR INVITATION

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
INSTITUT CANADIEN DE LA RETRAITE ET DES AVANTAGES SOCIAUX	ICRA - FORUM 2018	2 190,00\$	GRÉ À GRÉ
INSTITUT CANADIEN DES ACTUAIRES (ICA)	COURS ORIENTÉ VERS LA PRATIQUE DE L'ICA (COP)	1 470,00\$	GRÉ À GRÉ
INSTITUT CANADIEN DES ACTUAIRES (ICA)	COURS ORIENTÉ VERS LA PRATIQUE DE L'ICA (COP)	1 470,00\$	GRÉ À GRÉ
INSTITUT DE LA GESTION FINANCIERE DE QUEBEC (IGF)	ACHAT D'UN FORFAIT INSTITUTIONNEL	1 360,00\$	GRÉ À GRÉ
IRON MOUNTAIN	SERVICE DE TRANSPORT ET D'ENTREPOSAGE DES VOLUMES DE DONNÉES - DU 2018-04-01 AU 2019-03-31	24 500,01\$	SUR INVITATION
JOSEPH CLERMONT INC.	RÉIMPRESSION DE DIVERS FORMULAIRES	6 585,00\$	SUR INVITATION
JOSEPH CLERMONT INC.	ACHAT DE DOSSIERS PRESSBOARD	1 977,00\$	GRÉ À GRÉ
JOSEPH CLERMONT INC.	ACHAT DE DOSSIERS PRESSBOARD	1 829,20\$	GRÉ À GRÉ
KIFINTI SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT DE SUPPORT POUR LES LICENCES HEAT	21 264,66\$	GRÉ À GRÉ
KONICA MINOLTA QUEBEC	MISE À JOUR DES LECTEURS DE CARTES IMF DES PHOTOCOPIEURS KONICA EN LOCATION	3 860,00\$	GRÉ À GRÉ
LA MAISON DES LEADERS	CONFÉRENCE	3 476,20\$	GRÉ À GRÉ
LA SOCIETE CONSEIL LAMBDA INC.	SOUTIEN DANS LA MISE EN PLACE DU CADRE DE GESTION DES BÉNÉFICES ET L'AMÉLIORATION DE PROCESSUS	24 510,00\$	GRÉ À GRÉ
LABRADOR LAURENTIENNE INC.	APPROVISIONNEMENT EN EAU DE SOURCE ET ENTRETIEN POUR RIMOUSKI DU 1ER FÉVRIER 2018 AU 31 JANVIER 2020	1 053,80\$	SUR INVITATION
LABRADOR LAURENTIENNE INC.	APPROVISIONNEMENT EN EAU DE SOURCE ET ENTRETIEN POUR GATINEAU 2018-2020	1 053,96\$	SUR INVITATION
LAFOREST JUDITH	SERVICES DE TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS	16 800,00\$	GRÉ À GRÉ
LE CARREFOUR DES LANGUES	COURS D'ANGLAIS - NIVEAU INTERMÉDIAIRE 1	1 204,00\$	GRÉ À GRÉ
LE CARREFOUR DES LANGUES	COURS D'ANGLAIS	1 274,00\$	GRÉ À GRÉ
LE CARREFOUR DES LANGUES	COURS D'ANGLAIS	4 767,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
LE CARREFOUR DES LANGUES	COURS D'ANGLAIS - NIVEAU INTERMÉDIAIRE II	1 204,01\$	GRÉ À GRÉ
LE CARREFOUR DES LANGUES	COURS D'ANGLAIS - NIVEAU DÉBUTANT 1	1 260,00\$	GRÉ À GRÉ
LE CARREFOUR DES LANGUES	COURS D'ANGLAIS - NIVEAU INTERMÉDIAIRE 1	1 260,00\$	GRÉ À GRÉ
LE CERCLE FINANCE DU QUEBEC	RETRAITE, INVESTISSEMENT INSTITUTIONNEL ET FINANCES PERSONNELLES	2 255,00\$	GRÉ À GRÉ
LE CERCLE FINANCE DU QUEBEC	RETRAITE, INVESTISSEMENT INSTITUTIONNEL ET FINANCES PERSONNELLES	2 255,00\$	GRÉ À GRÉ
LES ATELIERS STYLTEC INC.	AMEUBLEMENT	1 555,00\$	SUR INVITATION
LES INDUSTRIES SCRIPTAM	TABLEAU BLANC SUR ROUES MAGNÉTIQUE ET RÉVERSIBLE 6 X 4'	5 960,00\$	SUR INVITATION
LIFTOW DE QUEBEC	REMPLACEMENT DES QUATRE (4) BATTERIES DU TRANSPALETTE ÉLECTRIQUE MODÈLE RAYMOND 102XM	1 210,00\$	SUR INVITATION
LINOVATI INC.	PROJET LEAN SIX SIGMA	21 700,00\$	GRÉ À GRÉ
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUEBEC (IAPQ)	FORFAIT INSTITUTIONNEL	2 000,00\$	GRÉ À GRÉ
LOEM	ACCOMPAGNEMENT DANS L'INTEGRATION DE DISCOVER À LA NOUVELLE SOLUTION DE TELEPHONIE	19 100,00\$	GRÉ À GRÉ
LOGIC-CONTROLE INC.	MODIFICATION DU FONCTIONNEMENT POUR L'OUVERTURE DES OPÉRATEURS DE PORTE - PDC	2 358,00\$	GRÉ À GRÉ
LORD COMMUNICATION MANAGERIALE INC.	CONFÉRENCE	3 375,00\$	GRÉ À GRÉ
LORD COMMUNICATION MANAGERIALE INC.	CAPSULES D'AUTOFORMATION SUR LE LEADERSHIP COURAGEUX	13 000,00\$	GRÉ À GRÉ
LPU CONSULTANTS	FORMATION EN GESTION	1 347,30\$	GRÉ À GRÉ
LUCIE LEHOULLIER	VÉRIFICATION DE L'ADMISIBILITÉ POUR LA QUALIFICATION D'AGENTS DE RENTES DE RETRAITES ET D'ASSURANCES	15 750,00\$	GRÉ À GRÉ
MAB PROFIL	DÉMONTAGE ET RECONSTRUCTION DE POSTES INTÉGRÉS TEKNION TOS	10 980,00\$	SUR INVITATION
MAB PROFIL	RÉAMÉNAGEMENT DE POSTES TEKNION TOS DU 150 R.L.	3 780,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
MALLETTE COMPTABLES AGREES	ÉVALUATION EN MATIÈRE DE GESTION DE RISQUES	24 500,00\$	GRÉ À GRÉ
MARIELLE AUDET	VÉRIFICATION DE L'ADMISIBILITÉ POUR LA QUALIFICATION D'AGENTS DE RENTES DE RETRAITES ET D'ASSURANCES	15 750,00\$	GRÉ À GRÉ
MEDIA QMI INC.	DROIT D'AUTEUR SE RAPPORTANT À LA REVUE DE PRESSE DE RETRAITE QUÉBEC (LICENCE)	3 700,00\$	GRÉ À GRÉ
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.-SEAO (CONSTRUCTO)	EXPÉRIENCE CLIENT	5 940,00\$	GRÉ À GRÉ
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.-SEAO (CONSTRUCTO)	GESTION DE LA FORMATION	1 785,00\$	GRÉ À GRÉ
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.-SEAO (CONSTRUCTO)	LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	1 332,00\$	GRÉ À GRÉ
MICHEL ROCHETTE	TRAVAUX SUR LA VISION STRATÉGIQUE DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS	23 800,00\$	GRÉ À GRÉ
MICHELE POIRIER ET ASSOCIES	LE SENS POLITIQUE	1 490,00\$	GRÉ À GRÉ
MICHELLE CARRIER	VÉRIFICATION DE L'ADMISIBILITÉ POUR LA QUALIFICATION D'AGENTS DE RENTES DE RETRAITES ET D'ASSURANCES	15 400,00\$	GRÉ À GRÉ
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	INSTALLATION, CONFIGURATION ET FORMATION DES UNITÉS DE STOCKAGE DELL EMC UNITY	19 641,60\$	GRÉ À GRÉ
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	RENOUVELLEMENT CONTRAT D'ENTRETIEN POUR NOS PRODUITS BLACKBERRY DU 1ER MARS 2018 AU 28 FÉVRIER 2019	5 264,90\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	VMWARE WORKSPACE (AIR WATCH)	3 036,54\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	MAINTENANCE ET SUPPORT DE TROIS CENT VINGT-CINQ (325) LICENCES COREL MINDJET MINDMANAGER	20 660,25\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	MAINTENANCE ET ENTRETIEN POUR SEPT (7) LICENCES ERWIN DATA MODELER NAVIGATOR	7 455,00\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	CARTOUCHES LTO6	6 420,00\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	CARTES FC	3 962,48\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	ACQUISITION DE CENT (100) JETONS RSA SECURID LOGICIEL AVEC EXPIRATION DE 36 MOIS	5 053,00\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	ACQUISITION DE 3 IPAD	1 783,70\$	SUR INVITATION

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	ACHAT DE DISQUES DURS ET DE SUPPORTS.	3 015,40\$	SUR INVITATION
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE.	ACHAT D'UN LOT DE TRENTE (30) CLAVIERS SOLIDUS TBITS QUATRE-VINGT-TROIS (83) KEY ACNOR NUMÉRO: KBA-ST83T5 USB-BL	2 251,00\$	SUR INVITATION
MICROAGE	STATION D'ACCUEIL - ACHAT	3 076,71\$	SUR INVITATION
MULTI ACCES	FOURNIR ET INSTALLER DEUX OPÉRATEURS DE PORTES AUTOMATIQUES POUR HANDICAPÉS (PORTE 501 ET 502)	3 404,90\$	GRÉ À GRÉ
NEDCO	DIVERS PRODUITS DE CÂBLAGE	2 429,50\$	SUR INVITATION
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN ET DE SOUTIEN TECHNIQUE DE NOS QUATRE (4) NUMÉRISSEURS KODAK	6 164,92\$	GRÉ À GRÉ
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	MAINTENANCE DES NUMÉRISSEURS KODAK I4200	17 806,00\$	SUR INVITATION
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES POUR NUMÉRISSEURS	2 140,00\$	SUR INVITATION
OLYMBEC DEVELOPMENT INC.	LOCATION D'ESPACE DE STATIONNEMENT POUR LE BUREAU DE TROIS RIVIERES 2018-2019	11 000,00\$	GRÉ À GRÉ
OPEN TEXT INC.	RENOUVELLEMENT ANNUEL DU CONTRAT D'ENTRETIEN DES PRODUITS RIGHTFAX	3 512,91\$	GRÉ À GRÉ
OPTRICS INC.	MAINTENANCE, ENTRETIEN ET ACHAT POUR LES LICENCES NETFLOW ET OPTILS	4 853,73\$	GRÉ À GRÉ
ORACLE CANADA ULC	MAINTENANCE ET ENTRETIEN POUR LE SERVEUR SUN ET LA LICENCE SOLARIS	3 797,91\$	GRÉ À GRÉ
ORDINAL TECHNOLOGY CORPORATION	ACHAT D'UNE (1) LICENCE NSORT INCLUANT LA MAINTENANCE JUSQU'AU 2021-07-01	4 151,16\$	GRÉ À GRÉ
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUEBEC (CPA)	ACHAT DE PASSEPORTS POUR DES FORMATIONS CPA	19 088,00\$	GRÉ À GRÉ
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGREES	CONGRÈS RH 2018	3 750,00\$	GRÉ À GRÉ
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGREES	PROGRAMME AVANTAGES-COMPÉTENCES	2 400,00\$	GRÉ À GRÉ
PASTISSIMO	RENCONTRE DES CADRES DU 31 JANVIER 2018	2 373,05\$	GRÉ À GRÉ
PASTISSIMO	RENCONTRE DES CADRES DU 27 SEPTEMBRE 2018	2 461,50\$	GRÉ À GRÉ



**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
PAUL A. LANGLOIS LTEE	RECONNAISSANCE 25 ANS	1 650,00\$	SUR INVITATION
PIERRE MARTIN	SÉMINAIRE 2018 LA POLITIQUE AMÉRICAINE ET LES RISQUES GÉOPOLITIQUES	1 500,00\$	GRÉ À GRÉ
PITNEY BOWES	ENTRETIEN DE L'INSÉREUSE DE TABLE PITNEY BOWES DI600 9NX01) PDC DU 2018-04-01 AU 2019-03-31	3 256,92\$	GRÉ À GRÉ
PITNEY BOWES	ENTRETIEN POUR LES DEUX (2) CAMÉRAS (ENTRÉE-SORTIE) SUR L'INSÉREUSE RIVAL DU 2018-04-01 AU 2019-03-31	2 777,60\$	GRÉ À GRÉ
PITNEY BOWES	ENTRETIEN DE LA TIMBREUSE CONNECT PLUS DU 2018-08-01 AU 2019-07-31	2 010,72\$	GRÉ À GRÉ
PITNEY BOWES	ENTRETIEN DE L'INSÉREUSE DE TABLE PITNEY BOWES NX01 RRSP POUR 2018	3 162,00\$	GRÉ À GRÉ
PITNEY BOWES	CONTRAT D'ENTRETIEN DE LA TIMBREUSE DM1000 ET DE SES ACCESSOIRES DU 2018-04-01 AU 2019-03-31	3 325,80\$	GRÉ À GRÉ
PLURALSIGHT LLC	ACHAT DE DIX (10) LICENCES POUR DES FORMATIONS EN LIGNE	6 306,36\$	GRÉ À GRÉ
PLURALSIGHT LLC	DIX LICENCES POUR APPRENTISSAGE MULTIPLES EN INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	6 631,21\$	GRÉ À GRÉ
PRESENCE INFORMATIQUE INC.	CLAVIERS COMPACTS NORMALISÉS ACNOR CANADIEN FRANÇAIS	1 878,00\$	SUR INVITATION
PRESENCE INFORMATIQUE INC.	ACHAT DE 2 PROJECTEURS POUR LES FORMATEURS EN DÉPLACEMENT	3 855,00\$	SUR INVITATION
PRESENCE INFORMATIQUE INC.	SOURIS ROLLERMOUSE PRO 3 ET OYSTERMOUSE	3 060,00\$	SUR INVITATION
PRESSE-CAFE / 9332-4341 QUEBEC INC.	SESSIONS D'ACCEUIL DES NOUVEAUX EMPLOYÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2018	1 100,00\$	GRÉ À GRÉ
PRÉVENTION INCENDIE SAFETY FIRST	APPELS DE SERVICES SAFETY FIRST	2 298,85\$	GRÉ À GRÉ
PRÉVENTION INCENDIE SAFETY FIRST	INSPECTION MAJEURE ANNUELLE DU SYSTÈME DE PROTECTION D'INCENDIE NOVEC 1230	1 272,00\$	GRÉ À GRÉ
PRILINK LIMITED	RÉPARATION ÉQUIPEMENT - CENTRE APPEL MONTRÉAL	1 185,00\$	GRÉ À GRÉ
PROFESSIONNELS EN REGLEMENT DES DIFFERENDS S. A. (PRDSA)	ANALYSE ET SERVICES-CONSEILS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	24 534,20\$	GRÉ À GRÉ
PROTECTION & INCENDIE MLH LTEE	ENTRETIEN DU SYSTÈME PRÉ-ACTION DU CTI DE MONTRÉAL 2018-2019	2 000,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
PUBLICATIONS MASS-MEDIA INC.	ABONNEMENT POUR LE COURRIER PARLEMENTAIRE	3 000,00\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR DEVENIR DE BONS CHEFS DE PROGRAMME ET DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AGILE DANS UN ENVIRONNEMENT COMPLEXE	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR DEVENIR DE BONS CHEFS DE PROGRAMME ET DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AGILE DANS UN ENVIRONNEMENT COMPLEXE	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR OPTIMISER LA VALEUR ET LA PRODUCTIVITÉ D'UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR OPTIMISER LA VALEUR ET LA PRODUCTIVITÉ D'UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR OPTIMISER LA VALEUR ET LA PRODUCTIVITÉ D'UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL	1 495,00\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR OPTIMISER LA VALEUR ET LA PRODUCTIVITÉ D'UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL	1 270,75\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	FORMATION POUR OPTIMISER LA VALEUR ET LA PRODUCTIVITÉ D'UNE ÉQUIPE DE TRAVAIL	1 270,75\$	GRÉ À GRÉ
PYXIS TECHNOLOGIES INC.	L'AGILITÉ À GRANDE ÉCHELLE (SCALLING AGILE)	1 275,00\$	GRÉ À GRÉ
QUALINET	NETTOYAGE ET DÉSINFECTION À LA SUITE D'UN DÉGÂT D'EAU AU LOCAL 200	2 044,92\$	GRÉ À GRÉ
QUEST SOFTWARE CANADA INC.	ENTRETIEN LOGICIEL SECURITY EXPLORER FILE & PRINT MANAGEMENT	2 793,00\$	GRÉ À GRÉ
RANDSTAD	REMPLACEMENT À L'ACCUEIL DE RETRAITE QUÉBEC (PLACE DE LA CITÉ)	8 500,00\$	GRÉ À GRÉ
REGAIN GROUPE CONSEIL INC.	FORMATION SUR LE TRAVAIL D'ÉQUIPE	4 880,00\$	GRÉ À GRÉ
RENAISSANCE CENTRE DES CONGRES ET BANQUETS	LOCATION DE SALLE, ASSEMBLÉE ANNUELLE (2) POUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE: MABE	1 310,00\$	GRÉ À GRÉ
REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	SERVICES CONSEILS ET ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE CONSENTEMENT UNIFIÉ	3 350,00\$	GRÉ À GRÉ
REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT OPENFIELD DU 17 MARS 2018 AU 16 MARS 2019	6 370,00\$	GRÉ À GRÉ
RESEAU ACTION TI	DATAVORE 2018	1 000,00\$	GRÉ À GRÉ
RESEAU ACTION TI	JOURNÉE INFORMATIQUE DU QUÉBEC 2018	13 135,00\$	GRÉ À GRÉ

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
RESEAU INTERNET QUEBEC (RIQ)	SERVICE D'HÉBERGEMENT INTERNET POUR 2019	17 333,40\$	GRÉ À GRÉ
RESEAU INTERNET QUEBEC (RIQ)	RENOUVELLEMENT DE L'OUTIL DE SONDAGE EN LIGNE LIMESURVEY DU 1ER DÉCEMBRE 2018 AU 30 NOVEMBRE 2019	2 301,00\$	GRÉ À GRÉ
ROBIC SENCRL	SERVICES JURIDIQUES	4 600,00\$	GRÉ À GRÉ
RR DONNELLEY	CHÈQUES SYSTÈME ET FINANCIER RRSP	3 432,75\$	GRÉ À GRÉ
RR DONNELLEY	RÉIMPRESSION DE CHÈQUES RRQ ET RRSP	23 025,00\$	SUR INVITATION
SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE L'EST QUEBEC INC. (SRIEQ)	SERVICES D'INTERPRÉTATION POUR 3 ANS	12 000,00\$	GRÉ À GRÉ
SIEMENS CANADA LIMITÉE	SPHINX - LICENCE	8 200,00\$	GRÉ À GRÉ
SIEMENS CANADA LIMITÉE	SERVICES TECHNIQUES POUR REMPLACEMENT DES CARTES DACCES 475 JACQUES-PARIZEAU	1 043,00\$	GRÉ À GRÉ
SMARTSVN GMBH	RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME DE SOUSCRIPTION DE NOS DEUX CENTS (200) LICENCES SMART SVN POUR 2 ANS	10 305,06\$	GRÉ À GRÉ
SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE JOHNSON, S.E.C.	ACHAT DE DEUX (2) VENTILATEURS POUR LES UPS DU 475 J.-P.	1 490,00\$	GRÉ À GRÉ
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT COMPLEXE G (MESSAGERIE)	3 480,00\$	GRÉ À GRÉ
SOFTCHOICE LP	RENOUVELLEMENT DU SUPPORT DES LICENCES DOCUMENT CONVERTOR PRO	3 294,82\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT DES LICENCES ADOBE CREATIVE CLOUD ET ABONNEMENT	22 564,40\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	PASSERELLES DE CONVERSION ENTRE ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉPHONIE ET DE RÉSEAU DE DONNÉES IP	3 281,85\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES JETONS SAFENET DU 23 DECEMBRE 2018 AU 22 DÉCEMBRE 2019	3 445,25\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	ACHAT D'UNE LICENCE SERVEUR REMOTE DESKTOP MANAGER	5 937,36\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	DYNAMICPDF MERGER - ACHAT	18 962,73\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	ACHAT D'AMPLIFICATEUR PLANTRONICS VISTA M22	3 760,20\$	SUR INVITATION

**TITRE 101 : Nombre de contrats donnés à l’externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière**

Liste des contrats donnés à l’externe pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
SOFTCHOICE LP	ACHAT DE DEUX (2) GARDE-BARRIÈRES CISCO	9 706,00\$	SUR INVITATION
SOFTCHOICE LP	ACHAT DE CINQUANTE (50) JETONS ETOKEN	1 574,95\$	SUR INVITATION
SOLIMAR SYSTEMS INC.	ICONVERT - SUPPORT	3 726,31\$	GRÉ À GRÉ
SOM RECHERCHES ET SONDAGES	SONDAGE SUR LA DÉTENTION REER-CELI AU QUÉBEC	10 900,00\$	GRÉ À GRÉ
SSP TELECOM	MAINTENANCE SPEECH CARE DE NUANCE	6 200,00\$	SUR INVITATION
STAPLES AVANTAGE CANADA	CASQUES D'ÉCOUTE	1 743,00\$	SUR INVITATION
STAPLES AVANTAGE CANADA	CASQUES D'ÉCOUTE	1 370,00\$	SUR INVITATION
STAPLES AVANTAGE CANADA	AGRAFEUSE ÉLECTRIQUE	3 331,80\$	SUR INVITATION
SUBSTANCE STRATEGIES INC.	MAITRISER LE BRAINSTORMING ET LES SESSIONS CRÉATIVES	2 900,00\$	GRÉ À GRÉ
SVI E SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT DE L'HÉBERGEMENT DE VIA eLEARNING ET eMEETING	5 991,90\$	GRÉ À GRÉ
SYNESIS VERSALYS	PERFECTIONNEMENT ONENOTE	5 500,00\$	SUR INVITATION
TECHNILOGIC INC.	CARTES D'ACCÈS INDALA ET ATTACHE-CARTES RÉTRACTABLES	2 184,95\$	SUR INVITATION
TECHNOLOGIA	FORMATION EN GESTION DU TEMPS ET DES PRIORITÉS	3 610,00\$	GRÉ À GRÉ
TEKNOV INC.	REHAUSSEMENT DE LA PLATEFORME SHAREPOINT	23 625,00\$	GRÉ À GRÉ
TELERIK INC.	ENTRETIEN LOGICIEL, DEVCRAFT - LICENCES	6 858,69\$	GRÉ À GRÉ
THOMSON REUTERS (FINANCIAL & RISK ) CANADA	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT AU SERVICE «EIKON WITH DATASTREAM FOR OFFICE»	15 480,00\$	GRÉ À GRÉ
TRIBUNE EXPERT	FORMATION POUR DÉVELOPPER DES TECHNIQUES DE PRÉSENTATION	11 300,00\$	GRÉ À GRÉ

## **TITRE 102 : ERREURS ADMINISTRATIVES**

En ce qui concerne la détection des erreurs administratives à Retraite Québec, l'organisme reconnaît la date du 3 novembre 2015, date de dépôt du projet de loi 73, comme étant valide pour appliquer le règlement relativement à la détection des erreurs « identifiées ou reçues ». R-10, r.2 – (Règlement d'application de la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics) :

- a. Indiquer le nombre de cas identifiés par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015, et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- b. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.
- c. Indiquer le nombre de cas identifiés par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- d. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.
- e. Indiquer le nombre de cas reçus par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre, et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- f. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.
- g. Indiquer le nombre de cas reçus par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- h. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.

La loi a été sanctionnée le 20 novembre 2015 avec un effet rétroactif au 3 novembre 2015.

Afin d'effectuer une remise de dette, la date à laquelle est établie la dette est prise en compte. Par conséquent, si la dette est établie depuis le 3 novembre 2015, la remise de dette est appliquée automatiquement, et ce, peu importe la date à laquelle les montants ont été versés en trop.

Toutefois, la remise de dette ne s'applique pas lorsque les montants versés ou bénéfices accordés en trop auraient pu raisonnablement être constatés par la personne.

La remise de dette survient à la suite de la révision légale, soit 24 mois après la date de prise de la retraite. Les écarts et les raisons des montants versés en trop sont alors constatés et la dette établie.

Des erreurs administratives<sup>(1)</sup>, des modifications de données par l'employeur ou des modifications de la date de la retraite par le client peuvent être à l'origine des montants versés ou bénéfices accordés en trop au client. Dans certains cas, pour le même dossier, plus d'une raison peuvent être à l'origine de la remise de dette.

Retraite Québec assure un suivi rigoureux des dossiers de remise de dette, mais ne répertorie pas ses données en fonction des raisons qui ont mené à la remise de dette. Il est donc impossible d'identifier le volume des remises de dette attribuables à une erreur administrative.

<sup>(1)</sup> Une erreur administrative correspond à toute faute, toute omission ou tout manquement de la part de l'administration. L'erreur peut être commise par le personnel de l'administration ou provenir des systèmes informatiques.

**TITRE 102 : ERREURS ADMINISTRATIVES**

En ce qui concerne la détection des erreurs administratives à Retraite Québec, l’organisme reconnaît la date du 3 novembre 2015, date de dépôt du projet de loi 73, comme étant valide pour appliquer le règlement relativement à la détection des erreurs « identifiées ou reçues ». R-10, r.2 – (Règlement d’application de la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics) :

- a. Indiquer le nombre de cas identifiés par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l’erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015, et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- b. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.
- c. Indiquer le nombre de cas identifiés par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l’erreur administrative est antérieure au 3 novembre et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- d. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.
- e. Indiquer le nombre de cas reçus par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l’erreur administrative est ultérieure au 3 novembre, et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- f. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.
- g. Indiquer le nombre de cas reçus par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l’erreur administrative est antérieure au 3 novembre et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- h. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.

Le tableau ci-dessous présente le volume des remises de dette effectuées par Retraite Québec avant et après le 3 novembre 2015. Ces remises de dette ne sont pas attribuables uniquement à des erreurs administratives, on note entre autres les cas de revenus insuffisants (disposition pour les personnes à faible revenu) et les cas de délais de prescription dépassés.

**Volumétrie des dossiers traités**

Année	Nombre de dossiers révisés	Nombre de dossiers pour lesquels il y a eu remise de dette	Montant total des remises de dette
2018	17 121	385	347 368 \$
2017	18 541	505	432 685,17 \$
2016	22 857	675	680 774,69 \$
3 novembre 2015 au 31 décembre 2015	3 830	133 <sup>(2)</sup>	187 247 \$ <sup>(2)</sup>
1 <sup>er</sup> janvier 2015 au 2 novembre 2015	21 292		

<sup>(2)</sup> Pour l’année 2015, la répartition du nombre de dossiers et du montant des remises de dette avant et après le 3 novembre n’est pas disponible.

**TITRE 103 : État de situation quant à la mesure « supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels », incluant les éléments suivants :**

- a) nombre d'enfants admis**
- b) nombre d'enfants refusés**
- c) total des sommes versées**

Données du supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels au 31 décembre 2018 (depuis le début du programme) :

- Nombre de demandes acceptées : 2 463
- Nombre de demandes n'ayant pas répondu aux critères : 2 174
- Total des sommes versées du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 décembre 2017 : 31,4 M\$
- Total des sommes versées pour l'année 2018 : 36 M\$